

LE MONDE LIBERTAIRE

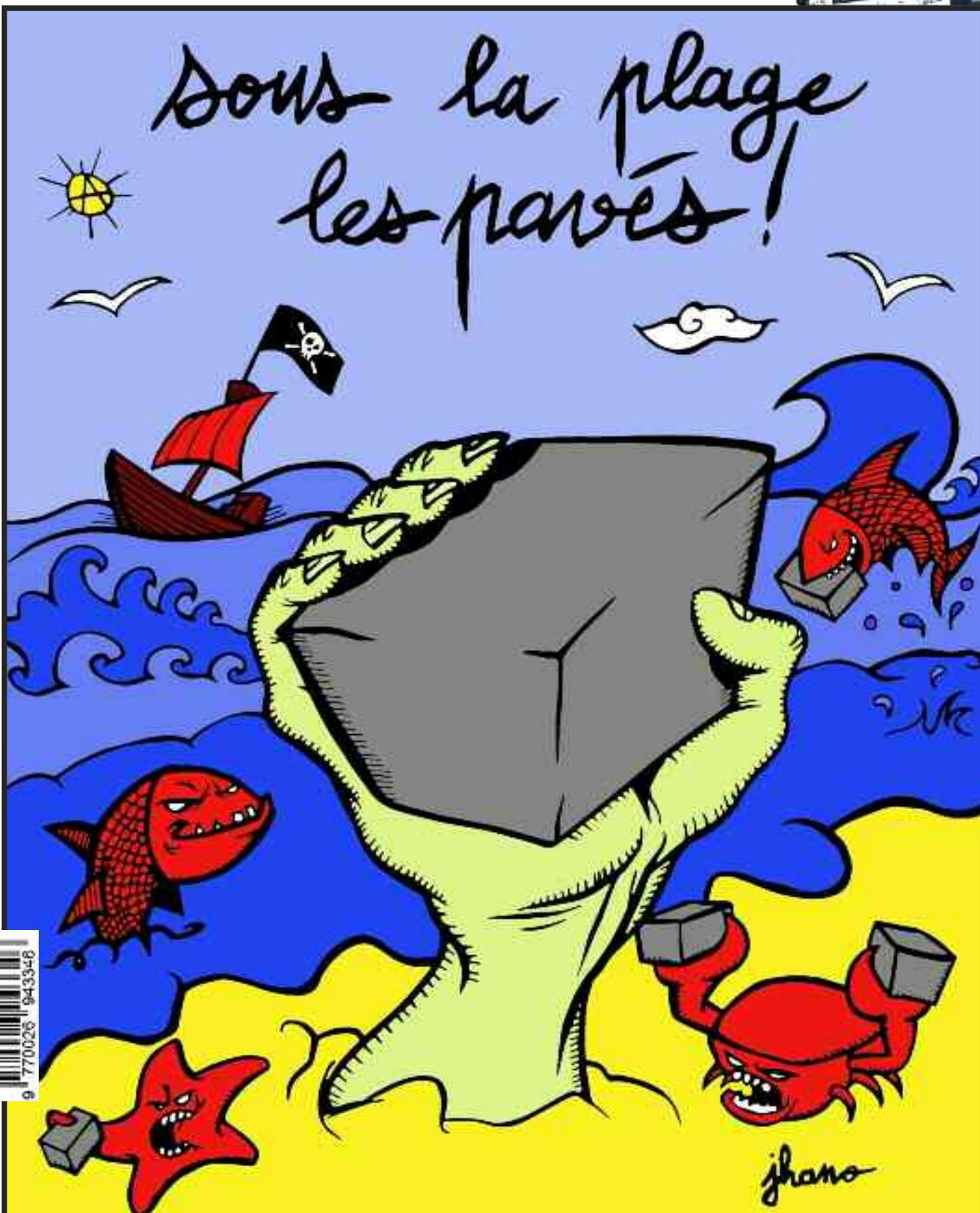
LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.org>



Sous la plage
les pavés!



jhano



TABLE DES MATIÈRES

- 3 Edito
- 4 Danse macabre
- 6 Service National
- 6 Ode à la Guerre
- 10 Travail, consomme et tais-toi !
- 13 Centre Hospitalier de Rouvray
- 14 Affaire Jeazn-Marie Pelt
- 15 Réflexions d'un syndicaliste à Mc Do
- 18 Violences sexuelles au Travail
- 20 En retraite mais pas en retrait
- 21 Anarchistes et Juifs, La Palestine entre les deux guerres.
- 23 Mai 68, une révolution pédagogique ?
- 24 Caumare : une histoire des luttes oubliées, au travers d'un personnage actuel
- Monsieur Lamba
- 26 Grèce mai 2018
- 27 L'Italie de la Ligue du Nord et du mouvement Cinq Étoiles
- 30 Lettre ouverte à Nicolas Hulot
- 32 Dédicaces
- 33 Cravan
- 35 Courrier
- 36 Fête du livre des éditions Noir et Rouge
- 38 Grille des programmes de Radio Libertaire
- 41 Liste des Groupes et liaisons

Le Monde Libertaire. Direction de la publication : Claudine Annereau. Imprimé sur les presses du Ravin bleu. 7, rue Marie Pia. 91480 Quincy-sous-Sénart. Commission paritaire: 0614 C 80740 Dépôt légal 44145 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205

Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts exorbitants de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire...

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !

le Monde libertaire mensuel
BULLETIN D'ABONNEMENT

3 symboles d'abonnement, 3 possibilités de règlement

Bulletin à réimpression complète à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES • Service Abonnements, 145 rue Amélot - 91480 Paris



NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

pour l'abonnement international, veuillez préciser l'adresse complète de votre domicile

Votre règlement :

par chèque postal, mandat ou mandat de paiement (à adresser à : Les Publications Libertaires, 145 rue Amélot, 91480 Quincy-sous-Sénart, France)

par mandat bancaire (IBAN FR 76 423 803 0001 0076 4528 983 AIC 0307001634)

par prélèvement sur les chèques de votre banque (veuillez nous adresser votre mandat de prélèvement à l'adresse ci-dessous)

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM COM

Réductions de 20% sur les abonnements en France métropolitaine pour les abonnés retraités. Contact pour les étudiants

Abonnement à durée libre
la solution facile et économique !

Standard - 11,75 € trimestriel

De poche - 21,25 € trimestriel

Réduit - 6,00 € trimestriel

→ Vous pouvez avoir les numéros de Monde Libertaire à prix préférentiel

→ Vous pouvez aussi bénéficier de tarifs réduits sur les publications complémentaires

→ Plus d'infos et services grâce à notre formulaire de contact ci-dessous

EN AB :
11 numéros + suppléments

Supplément "L'Économique" - 45 €

Abonnement "L'Économique" - 45 €

Supplément "L'Économique" - 25 €

Déjeuner

Une offre exceptionnelle supplémentaire !

Abonnement "L'Économique" - 25 €

Abonnement "L'Économique" + déjeuner - 45 €

ETRANGER

Pour les abonnements en France, il est possible de régler par mandat bancaire à l'ordre de l'association. Pour les abonnements en France, il est possible de régler par mandat bancaire à l'ordre de l'association.

Union Européenne & Suisse

Abonnement standard - 18 €

Abonnement "L'Économique" - 18 €

Reste du monde

Abonnement standard - 25 €

Abonnement "L'Économique" - 25 €

Naturalisation de votre règlement automatique pour votre abonnement au Monde Libertaire (abonnement à durée libre uniquement)

Enfin ! Vous pouvez bénéficier de nos tarifs préférentiels si vous êtes abonné(e) au Monde Libertaire et que vous êtes ressortissant étranger, sans être ressortissant français.

11,75 € (trimestriel) (abonnement standard)

21,25 € (trimestriel) (abonnement "L'Économique")

6,00 € (trimestriel) (abonnement réduit)

Prénom (à remplir) : _____

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Pays : _____

Code postal : _____

Date de naissance (à remplir) : _____

Sexe : _____

Statut marital (à remplir) : _____

Profession (à remplir) : _____

Signature : _____

Date et signature (à remplir) : _____

ORDONNANCE CRÉANÇER
PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMÉLOT 91480 PARIS
N° NATIONAL PARTITAIRE - 07 52 18 95

Éditorial

Mi-Juillet, le moment du passage de témoin. Un nouveau Comité de rédaction issu du dernier congrès. Sans fanfares, sans flonflons, sans feux d'artifice.

Que dire ?

Que nous allons tout faire pour que l'équipe précédente ne regrette pas de nous avoir confié les clefs du journal.

Que l'équipe précédente nous a confié les clés avec tous les conseils nécessaires et que nous les en remercions.

Que nous avons passé des heures à prendre en main les outils. Que nous avons sué, douté, questionné, pesté, tâtonné, hésité. Que nous nous sommes battus contre les jours qui défilaient.

Que nous avons appelé au secours les plumes amies, les crayons solidaires bref que ce journal est le fruit de la collaboration d'une somme d'énergies qu'il nous faut remercier.

Que ce journal est notre premier, avec probablement les défauts qui vont avec ce statut. Que bientôt nous vous proposerons une nouvelle maquette.

Que nous allons passer de nombreuses nouvelles heures pour que les prochains numéros existent.

Mais que cette situation, cette responsabilité, cette énergie mobilisée, c'est juste

passionnant. Parce que le projet libertaire est juste passionnant.

Il est donc passionnant de ferrailer, avec nos faibles moyens matériels mais grâce à notre volonté sans bornes, contre le discours que nous propose l'armée blafarde des étouffeurs d'espoir.

Mi-juillet, et ce numéro d'été pour vous inviter à sortir les pavés cachés sous

toutes les « Paris plages » du monde. Pas de trêve estivale quand pleuvent les sales coups sur la torpeur des parasols.

Bonne lecture et à bientôt sur le terrain de la réflexion et de l'action.

Le Comité de Rédaction
du Monde Libertaire

Chers lecteurs et lectrices,

Suite au congrès de la FA de Chalette-sur-Loing, le Comité de rédaction du Monde Libertaire (CRML) a été renouvelé et renforcé. Comme vous allez le constater dans ce numéro d'été, le CRML continue de rêver l'anarchie mais prouve aussi qu'elle existe déjà de façon parcellaire de ci de là et qu'il y a encore de nombreuses luttes à mener avant que l'anarchie soit généralisée !

Par ailleurs pour les personnes abonnées par prélèvements, après quelques mois où le montant était quasi nul (impossible de mettre à 0, va savoir pourquoi) pour les remercier de leur soutien et patience dans la période pendant laquelle aucun Monde Libertaire n'est paru, ceux-ci ont été remis à leur montant initial.

Sauf que, la nouvelle équipe de l'administration est en sous effectif et le système des prélèvements a fait peau neuve à la banque ; il y a eu un couac pour les personnes prélevées entre le 10 et le 22 juin. Au lieu d'être prélevées pour 3 mois, elles l'ont été pour 3 trimestres. La différence est conséquente et l'administration comprend bien les problèmes occasionnés.

Bien évidemment, pour les personnes concernées, les prélèvements ont été suspendus jusqu'à la fin de l'année 2018. Cependant, toute personne pour qui ce surplus de prélèvement entraîne des difficultés quelconques peut entrer en contact avec l'administration pour se faire rembourser le trop perçu (auquel cas les prélèvements reprendront normalement en 2018) : administration-ml@federation-anarchiste.org

Toutes les excuses de l'administration pour ces désagréments.

Et n'oubliez pas que sous la plage il y a des pavés pour commencer à construire l'anarchie. Bonne lecture.

L'administration du monde libertaire

SOCIAL

Danse macabre à l'Élysée

Nuit, un portable vibre...

- Allô, N'Gela ?

- Ach, Manu, t'as vu l'heure ?

- C'est les ronflements, pas Birgit, le panda. A 200 000 \$ la location annuelle, les chinois auraient pu trouver un truc...pognon de dingue...

- Quoi encore ?

- J'ai une idée de dingue, il me faut un slogan qui pète...

- Vas-y, j'ai pas le choix...

- Voilà, pour pérenniser mon CICE et les cadeaux PACTE, j'voudrais pomper 6 ou 7 milliards aux pauvres, en disant qu'ils seront toujours pauvres, et les faire bosser en précaires partiels mal payés pour qu'ils le restent de toutes façons.

« le grand, y dit toujours aux caméras que c'est la légitimité des urnes »

- Ach, ya, ton dialogue social (rires).

- T'aurais pas une idée force ?

- Arbeit macht frei ?

- Ça sent pas un peu le gaz ? Et en français ?

- Fureur au travail ?

- Mes conseillers ont balancé « émancipation par l'activité » ...

- T'es sûr que ça va pas se voir ce coup-là ?

- Ben...non. On fera de la pédagogie (rires), et puis le grand, y dit toujours aux caméras que c'est la légitimité des urnes (re-rires).

- Tu devrais balancer un tweet la nuit prochaine, à la Donald, vulgaire mais moins grossier...

- OK, j'mets mon staff sur le coup.

- Bon, je retourne pioncer...Ach, au fait, tu remercieras tes députés de la légitimité des urnes (rires déployés) ...

- La Représentation Nationale, Angela ! (ils s'en étrangent).

- Ja ja...d'avoir fusillé l'amendement sur le glyphosate, surtout maintenant que Monsanto est la propriété de Bayer.

- De rien, ma grande. Tu sais, aider l'Allemagne dans nos milieux d'affaires, c'est un peu une tradition depuis 1870.

Bon, je n'ai pas d'enregistrement, donc c'est une pure fiction. Mais combien aura-t-il fallu

de prises de vues pour cette grotesque mise en scène d'une mise en scène ?

« Donc, c'est vendu, on va dans la liesse supprimer des milliards d'aides qui ne servent à rien. Les pauvres sont coupables d'être désespérants de le rester. »

Au moins, vu de profil, ça fait juste une moitié à maquiller. A 1000 boules la séance, ça fait un pognon de ouf. Et puis on échappe au regard torve qui n'a jamais exprimé rien d'autre que des persistances rétinienne du CAC 40.

Donc, c'est vendu, on va dans la liesse supprimer des milliards d'aides qui ne servent à rien. Les pauvres sont coupables d'être désespérants de le rester, et puisqu'ils ont osé faire ce choix, on va les émanciper pour la bonne fortune, des autres qui ne le deviendront pas.

Même le libéral « nobélisé » Hayek, dans un livre curieusement introuvable, avait pris une citation d'un type du XIIIème siècle : « car c'est absolu servage qu'une situation où on doit des services incertains et indéterminés, sans qu'on puisse savoir quel service devra être fourni le lendemain matin, et où une per-





sonne est tenue de faire tout ce qu'on lui demande. »

Et l'abjecte charité finira de les humilier et de les réduire. L'exercice est d'autant plus implacable que le salaire ne doit plus être connecté à un marché de l'emploi, le travail n'étant qu'une mise en valeur par des personnes qui ont tout pouvoir de les modeler à leur guise.

« Et l'abjecte charité finira de les humilier et de les réduire. »

Alors un discours de plus, c'est toujours encore de trop. Et le pompon, une horrible et insupportable référence au Conseil National de la Résistance, alors que l'idée centrale de la cotisation et de sa gestion sont mutilées au pas de course, pour qu'il n'en reste plus rien.

Certes, vers cette période, il y avait effectivement une glorification du travail et une casse sociale, mais je l'ai lu clairement dans des discours de début 1941, c'était déjà une « révolution nationale » ...

La phrase d'émancipation est reprise en cœur et ad nauseam sur des discours et interviews

déjà prêts, qui n'osent pas développer ni argumenter. Et l'été arrive, avec dessins et dessins sur la rentabilité des vieux, le tout à Versailles, où vue l'ambiance, ils pourraient d'ailleurs songer à aller crêcher définitivement.

Et tout cela au beau milieu d'un système « Collomb-trationnaire » dans lequel finalement, tout le monde est concerné, sauf peut-être à peine 5 %...

Déformation sans doute, j'ai noté les signaux des petites phrases, des déclarations, des textes, des interventions. Et l'INSEE a publié en janvier le constat des 5 % les plus pauvres qui vivent 13 ans de moins que les 5 % les plus riches, en France. Et ça donne parfois des images sinistres.

« plan concerté tendant à la destruction » « d'un groupe déterminé » par « atteinte grave à l'intégrité » ou « soumission à des conditions d'existence », c'est juste l'article 211-1 du Code Pénal.

« Les 5 % les plus pauvres qui vivent 13 ans de moins que les 5 % les plus riches, en France. »

Faut-il casser la vaisselle ? A 100 000 baisses d'APL sur un mois, ce serait une tune de dingue, mais le tri annoncé de l'information et la loi sur le secret des affaires resserrent encore davantage le collier attaché toujours plus près du piquet.

Alors la rue ? Garde à vue et tribunal, si vous avez dans la rafla une fiole de sérum physiologique sur vous. Essayez de plaider l'eau bénite ou celle de Ponce-Pilate, ça tue depuis des siècles mais vous aurez une relaxe.

Moi, je choisirai le moins pire, peut être en relisant Vallès dans l'Insurgé « si Monsieur Thiers connaît la chimie, il comprendra ».

L'avocat Nanard, Lyon.

MILITARISME

Le service national, un projet loufoque !

Ce projet loufoque de service national universel obligatoire est sorti d'un cerveau plutôt étriqué, celui de Macron autoproclamé Empereur de France. Voilà un tireur au flanc qui n'a pas fait son service militaire, et qui aujourd'hui voudrait imposer à la jeunesse du pays l'obligation d'en effectuer un, sous prétexte que les jeunes d'aujourd'hui ne respectent plus rien, n'obéissent pas aux ordres... Il voudrait imposer aux autres ce que lui n'a pas fait. Alors qu'il appartenait aux toutes dernières classes d'âge encore soumises à l'obligation de la conscription, puisque la dernière classe d'âge a été suspendue en 1996, pour tous les Français nés après le 31 décembre 1978. Or, ce président loufoque est né le 21 décembre 1977. De quel droit aurait-il échappé à la conscription ? Même s'il était sursitaire, ses études terminées, il aurait dû intégrer un régiment... Apparemment, le bêtête ne s'est pas manifesté. Il a préféré aller pantoufler comme fonctionnaire à l'Inspection des finances de 2004 à 2007. Puis ensuite il est passé dans le privé sans état d'âme, comme banquier d'affaires chez Rothschild de 2008 à 2011 et toujours chez Rothschild mais cette fois comme associé-gérant de 2011 à 2012. C'est bien plus jouissif et lucratif que de perdre son temps à l'armée et de se coltiner les marches à pied ou le parcours du combattant, et la bêtise crasse des militaires !

Voilà t'y pas que maintenant, qu'il est président de la République, roi de France, empereur, il veut imposer aux jeunes Français et Françaises, le service

militaire. Il ne cesse de vanter les vertus que l'armée inculque : la discipline, l'obéissance, le respect des institutions. Serait-il frustré de pas l'avoir fait, au point d'en faire une fixation ? Ce n'est pas une raison de vouloir, maintenant qu'il est président, l'imposer. A-t-il peur à ce point de la jeunesse qu'il maltraite, lui le plus jeune président de France aux idées vieillottes et passéistes, rétrogrades et pour le moins nauséabondes ?! A ce que l'on sait de ce projet loufoque, il s'agirait de militariser un peu plus le système éducatif, car ce projet s'appuierait sur l'éducation militaire. D'où le danger de faire pénétrer encore plus l'armée au sein des collèges et à l'université. Ce n'est pas impossible tant ce frustré de président en pince pour les militaires et la police. C'est un petit homme qui aime l'ordre. Son autoritarisme voudrait que le peuple ait en permanence le petit doigt sur la couture du pantalon.

Ses sectateurs et ses alliés, eux, sont aux ordres !

Concrètement, les membres de la commission « service national » sont en osmose avec le chef des armées, et ont concocté un « parcours citoyen » pour la jeunesse. Ainsi, la tranche d'âge des 11-16 ans, les collégiens, sont jugés plus « malléables » que les lycéens ou les étudiants. En fait, il s'agirait pour les années collège, de reprendre et de renforcer les principes de l'éducation militaire. L'en-

seignement comporterait « des ateliers pratiques » (entraînement au lancer de grenades ?), chants militaires et guerriers, visites de sites militaires, participation aux cérémonies patriotiques...) En langage politiquement correct, ces Messieurs et ces Dames du gouvernement appellent cela un :

« lissage des pratiques pédagogiques » (sic). Qui plus est, une semaine annuelle de « défense et de citoyenneté » serait obligatoire, au cours de laquelle l'on verrait débouler dans les collèges des militaires, des gendarmes, des anciens combattants missionnés, des pompiers pour apprendre aux collégiens comment devenir des citoyens et des hommes (re sic).

Pour la seconde étape, certains membres de la commission envisagent pour les 16 ans une semaine en internat, consacrée à faire du sport, des exercices de confinement, à évaluer la maîtrise de la langue française, etc. Oui, ce passionnant programme a bien été élaboré dans les hautes sphères du pouvoir. D'autres seraient partisans d'« une semaine d'immersion au sein d'une structure à choisir parmi une liste d'acteurs publics et associatifs », agréés, cela va de soi !

Seulement, il y a au moins deux « hic ». Il reste à trouver les acteurs susceptibles d'accueillir 800 000 jeunes et aussi obtenir l'accord des parents, car ces jeunes sont mineurs(es). Pour les membres de cette commission, la dernière étape est les 16-25 ans, elle doit être « incitative ». C'est-à-dire que les jeunes seraient incités à s'engager dans « des préparations

militaires », le service civique, ou encore la garde nationale, voire les engagements dans le secteur associatif ou chez les sapeurs-pompiers. Compte tenu de l'âge des jeunes, la commission est « convaincue que les contraintes seraient contre-productives », c'est pourquoi, dans sa grande mansuétude, elle leur laisse le libre choix. Par contre, cette référence au libre choix est totalement écartée pour les plus jeunes, le collège est d'office réquisitionné pour faire passer un message principalement militaire. C'est la confirmation d'un endoctrinement rampant du cursus scolaire, en germe depuis de nombreuses années dans l'éducation. Pour loufoque et surtout brutal que paraisse ce projet, son idéologie sous-jacente repose sur la militarisation du pays, sur une société autoritaire, fascisante et approuvée par l'ensemble des membres de la commission avec, toutefois, une réserve partagée : ces jeunes ne pourrait-on pas les enfermer davantage ? Par exemple, pour « faire renaître le sens du devoir et de l'autorité », Christophe Blanchet (LRM) propose : « Il faut donc instaurer un service national obligatoire en deux temps, reposant d'une part sur une période de douze jours en internat, sous encadrement militaire », ce que le député appelle un service « émancipateur », afin de développer chez les intéressés : « cohésion, courage, bienveillance, liberté, respect, devoir de mémoire, exemplarité, humilité, probité, dévouement, solidarité, responsabilité, sens du devoir, résilience, goût de l'effort. » Bref, un endoctrinement et une dépersonnalisation des jeunes.

Jean-Christophe Lagarde (UDI), lui, voudrait voir se multiplier des interventions militaires dans les lycées ainsi qu'un service militaire obligatoire de deux mois. Jean-Michel Jacques (LRM), « une imprégnation militaire dès le début du parcours paraît indispensable. » Sous forme de bataillons scolaires, ou encore d'enfants soldats ? Louis Aliot (FN), regrette de son côté « un déficit d'aspect militaire » et demande un service militaire obligatoire. Enfin, le représentant de la France dite « insoumise », Bastien Lachaud fait également très fort en rappelant la préférence de son parti pour un service obligatoire d'une durée de 9 mois, destiné à rappeler « le lien indissoluble entre l'armée et la nation. » Insoumis ? Voilà des



insoumis qui rêvent de voir la jeunesse soumise et obéissante !

Un projet dangereux

Le danger est grand de voir le pays basculer dans une véritable dictature. Il convient d'en appeler à la vigilance des parents d'élèves, de la population afin que ce projet loufoque ne puisse pas voir le

jour, et de rappeler le droit de refuser cet endoctrinement. D'autant que le 21 décembre 1963, la loi sur l'objection de conscience a été promulguée et que je sache, elle n'a pas été abrogée. Cette loi, Monsieur le Président, Monsieur le Roi-

Soleil, Monsieur Jupiter, Monsieur Napoléon, ne vous autorise surtout pas à imposer votre diktat. Elle permet le refus de se soumettre à l'autorité de l'État ou d'accomplir des actes allant à l'encontre des convictions personnelles. Il serait bien, Jupiter que vous reveniez sur terre, car vous n'êtes surtout pas un président de droit divin.

Justhom (Groupe de Rouen)

MILITARISME

Ode à la guerre

Les discours de paix dans la bouche des thuriféraires qui dirigent actuellement le pays sont aux antipodes de leurs actes. Ils nous chantent sur tous les tons que plus jamais, il n'y aura la guerre et d'ailleurs, ils mettent tout en œuvre pour l'éviter. Certes, il n'y a plus de guerres en Europe... Mais les marchands de canons les ont exportées sur d'autres continents, dans d'autres pays (le Mali, la Centrafrique, la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan, le Yémen, j'en oublie certainement. La France, dans ce

concert de violences et de tueries, n'est pas la dernière et ce, sous tous les régimes politiques. Les Chefs d'États se font également chefs de guerre, pour... prévenir la guerre (sic) !

Or, la réalité est tout autre. C'est un chant funèbre que nous entendons et qui accompagne des millions de morts et tout autant de personnes qui la fuient. L'exode des migrants, par la mer, par les montagnes, par la campagne est insupportable. Les fauteurs de guerre se targuent, pour justifier leurs crimes, d'œuvrer pour la paix et le bonheur des peuples. Pour cela, ils préparent la guerre et exacerbent les tensions entre belligérants et les factions ennemies d'un même pays ou d'un pays voisin. Il s'agit pour eux de vendre des armes et d'engranger un maximum de profits. C'est une bien singulière façon de leur venir en aide.

Les marchands d'armes aiment la guerre, tuer est leur raison de vivre

Quant aux politiciens, ces pousse-au-crime, ils ont systématiquement beaucoup de compassion larmoyante pour condamner cette violence, dont ils sont responsables. Les hypocrites ! Mais cela

leur permet de faire oublier et de détourner les vrais problèmes qu'ils ne veulent pas résoudre dans leurs propres pays. Oui, tout ce petit monde aime la guerre à condition qu'elle ait lieu chez les autres, juste assez loin pour être épargné par les éclaboussures des bombes et les éclaboussures de sang.

L'Union européenne, troisième budget militaire du monde

Alors que l'Europe avait été créée initialement comme vecteur de paix, comme nous le rappelle inlassablement à chaque échéance électorale les politiciens(es) de tous les pays européens. Ce qui ne les empêche pas de subventionner allègrement, et sans conditions, les marchands d'armes. En 2016, le budget militaire cumulé des États membres de l'Union européenne était le troisième au monde (derrière les États-Unis et la Chine). Il représentait trois fois et demi celui de la Russie (246,3 contre 69,2 milliards de dollars). Les marchands de morts sont omniprésents à Bruxelles, ils sont en passe d'obtenir la création d'un fonds européen pour la défense, d'un montant de 5,5 milliards d'euros (sic)

». Il s'agit pour eux de faire financer leurs recherches d'armes de destruction massive par l'Europe, autrement dit, par de l'argent public, sans toucher aux gigantesques profits qu'ils réalisent en semant la désolation, les migrations et la mort. A ces 5,5 milliards d'euros, le parlement européen à le 13 mars 2018, voté une enveloppe d'un demi-milliard d'euros pour l'équipement dans le domaine de la défense, pour les deux années à venir. A ces subventions publiques vient s'ajouter une subvention de 90 millions pour une « action préparatoire à la recherche militaire », pour la période

2017-2019. Le système militaro-industriel français favorise la rentabilité des entreprises d'armement, elles peuvent compter sur l'État pour les soutenir. Cette rentabilité est en effet largement subventionnée, que ce soit par des avances financières, des garanties à l'exportation, ou l'emploi de fonctionnaires de la Direction Générale de l'Armement et des attachés de défense pour promouvoir les armes françaises à l'étranger. Sans compter : l'intervention des troupes françaises là où les conflits existent dans le monde ; la participation de l'armée aux salons d'armement, aux démonstrations de matériel, et à la formation des personnels étrangers. Tout cela à un coût et s'élève sûrement à plusieurs millions d'euros par an.

Entre la paix et l'Europe, les tenants du capitalisme triomphant ont choisi la guerre ! Et l'Europe l'entretient au nom de la morale, de la solidarité, de l'amitié entre les peuples (sic). Quelle imposture!

Justhom (Groupe de Rouen)



TRAVAIL

Travaille, consomme et tais-toi ! Triptyque de la servilité volontaire

Mais pourquoi donc, dans nos sociétés contemporaines dites “modernes”, la majorité des populations en est-elle toujours réduite à ce funeste destin qui semble s’imposer en une fatalité incompressible : travailler, consommer et... ne pas trop la ramener ?

Comme au théâtre, sonnons les trois coups et tentons de répondre à cette question par le biais de cette pièce en trois actes illustrant ce triptyque nécessaire au bon fonctionnement du capitalisme.

Acte I : Travaille !

Ça commence dès l’école, et même avant pour certain.e.s. Le travail, la discipline, l’ordre, l’autorité, le résultat, la compétition, l’obéissance, l’obligation, la contrainte... le tout, fondu dans de belles

organisations bien hiérarchisées. Chacun à sa place et attention à celles et ceux qui posent un pied dans la marge !

Une fois bien formatés et enfin sortis de cette école qui, au final, ne leur a pas appris grand-chose, les jeunes adultes se trouvent armés pour “entrer dans la vie active”, comme ils disent. Tout ce temps perdu sur les bancs de l’Éducation Nationale, plus ou moins confortables selon les bourses, pour en arriver là ! À part fournir les bases et quelques

autres notions et connaissances, l’école ne fait qu’abrutir les cerveaux en compilant dans ses programmes, qu’elle veut non subversifs bien sûr, tout un tas de matières inutiles et indigestes, à quelques rares exceptions près néanmoins.

Le but de la manœuvre ? Créer et perpétuer une armée de gentils petits soldats bien obéissants et... aux ordres du capitalisme bien évidemment. Et qui dit armée dit hiérarchie. Et qui dit hiérarchie dit contrôle des masses populaires et salariales. On va donner plus à certains qu’à d’autres, pour que ces derniers puissent espérer atteindre la position des premiers. Docilité et servilité apparaissent ainsi, au gré des événements et des activités que le système aura bien su inventer pour justifier son existence. De cette façon, les quelques intouchables richissimes placés tout en haut de la pyramide, celles et ceux que j’appelle dans mon livre, « A.S. 848 : Un numéro dans une case », les 0,1 %, font marcher cette machine capitaliste qui les fait si bien vivre, non sans la complicité de l’État et des religions. En instaurant compétition et écart de traitement au sein de tout ce remueménage la plupart du temps aussi inutile que chronophage et énergivore, et, qui plus est, auto-contrôlé par les masses elles-mêmes, elles et ils... profitent. Quand je pense que certain.e.s refusent de parler de lutte des classes !

« Un des intérêts du capitalisme est que le peuple ait toujours besoin de plus d’argent pour vivre. Et c’est le travail, qui “garantit” une certaine rentrée d’argent. »

Comment les 0,1 %, placés tout en haut de l’échelle, justifient-ils à ceux qu’ils surplombent, cette donne qu’ils considèrent comme immuable ? En faisant courir le bruit “qu’il faille bien travailler pour vivre” voyons ! Et ça marche ! Tout le monde le dit ! De l’ouvrier au cadre, de l’autochtone au migrant, du dominé au dominant, et même moi, je le dis, tellement ils ont tout marchandisé (par exemple, faire payer des biens communs terrestres comme l’eau) et rendu la vie si chère que la misère se répand même chez ceux qui travaillent ! Un des intérêts du capitalisme est que le peuple ait tou-



jours besoin de plus d'argent pour vivre. Et c'est le travail, qui "garantit" une certaine rentrée d'argent. Et celui-ci n'est bien évidemment pas partagé équitablement, tout comme les salaires du reste. L'égalité tuerait la concurrence si précieuse à nos 0,1 %. La menace du chômage contribue également à laisser constamment planer une épée de Damoclès au dessus des têtes des masses salariales et populaires.

Normalement, pour vivre, nous ne devrions pas avoir besoin de cette grande mascarade organisée qu'est le monde du travail mais une certaine servilité nous y contraint.

Acte II : Consomme !

On s'en fout, n'importe quoi, mais consomme ! Achète ! Abonne-toi ! Assure-toi ! Rassure-toi ! Protège-toi ! Paye tes taxes, tes impôts ! Paye ton lieu de vie pendant quarante ans ! Paye tes médicaments ! Paye ton hôpital ! Paye ta retraite ! Fidélise-toi et tu seras récompensé ! Avec les gros volumes, tu vas gagner du blé !

Tout s'achète et tout se vend, même les animaux, et même les humains ! Le culte de l'argent et de la consommation doit être entretenu pour que vive le système. Les grands médias aux ordres du capital se chargent, à coups de publicités toujours plus abondantes et outrancières, de perpétuer ce culte auprès des populations. Les grandes enseignes se chargent quant à elles d'offrir un "choix" de produits toujours plus immense, toujours plus inégal en qualité et toujours plus démesuré.

« Tout s'achète et tout se vend, même les animaux, et même les humains ! »

Là aussi, la concurrence est maintenue à dessein. C'est à celui qui achètera/vendra au meilleur rapport qualité/prix. Le fait qu'il y est toujours une offre plus chère et moins chère, de bonne qualité et de moins bonne, et proposant autant de gammes différentes aussi bien pour le nécessaire que pour le superflu, est absolument primordial à la bonne marche mercantile des opérations.

Et puis, étant donné qu'il en faille toujours plus pour vivre, il faut donc acheter et vendre toujours plus aussi.

Pour ce faire, le capitalisme déploie depuis des lustres, quelques uns de ses plus beaux atouts : créer des besoins que lui seul peut combler ; inventer des besoins à ceux qui n'en avaient pas ; multiplier taxes et impôts injustes et injustifiés ; mettre régulièrement sur le marché des produits plus performants que ceux sortis juste avant ; privatiser les services publics et tout ce qui va avec ; marchandiser les ressources naturelles ; jouer avec les rêves et les peurs des gens. Cette religion du "toujours plus", est le corollaire du culte de la croissance infinie, lequel ne peut conduire qu'à la raréfaction, voire à la disparition, des biens communs terrestres et des produits de premières nécessités, ainsi qu'à l'anéantissement de la nature et de l'humain.

Normalement, pour vivre, nous ne devrions pas recourir à une telle frénésie de la consommation mais une certaine servilité nous y contraint.

Acte III : Tais-toi !

Les masses travaillent (enfin, la plupart) et consomment, c'est bien, mais il faut aussi qu'elles se conforment aux normes, et en bouclant son clapet si possible !

Le système capitaliste n'est pas compatible avec la contestation, la revendication, la subversion, la désobéissance, l'anticonformisme, le dévoiement, le refus, la révolte... de même qu'il n'est pas plus compatible avec l'autogestion, l'égalité, le partage, la liberté, la solidarité, la fraternité, l'entraide, l'autonomie... C'est pourquoi les 0,1 % se doivent de discréditer la plupart de ces notions aux yeux de l'opinion publique, et se réapproprient, après transformation, les autres.

Là encore, le capitalisme déploie une de ses plus belles armes : le contrôle des cerveaux. Et comme nous l'avons vu dans l'acte I, les prémices du processus débutent à l'école, pour se poursuivre tout au long de la vie.

En plus de l'éducation, c'est aussi la majeure partie des grands médias, télévisuels essentiellement, qui participe largement au contrôle des cerveaux en les abrutissant à grands coups de journaux "d'information" voyeuristes et racleurs où on oublie l'essentiel, de publicités stupides, de séries intermina-



bles, de films normalisés, de jeux abêtissants et infantilisants, de magazines alarmistes et sophistes, et que sais-je encore... Et le net n'est pas en reste !

Eh t'as vu la nouvelle vidéo trop bien du chat qui se crame les pattes sur le barbeuc ? Ouè euh euh, trop mort de rire !

Tout est fait pour que les masses ne protestent pas. Il est vrai que le plus gros de la population a de quoi vivre, plus ou moins selon les cas bien entendu. Même si les fins de mois sont difficiles pour beaucoup, force est de constater que nombreux aussi sont ceux qui jouissent d'un confort agréable. Et puis de toute façon, il ne reste plus beaucoup de temps pour la contestation. Le travail et les transports pour s'y rendre en sont souvent les premiers responsables, et les autres obligations auxquelles il n'est pas aisé d'échapper enfonce le clou. Le peu de temps de "libre" restant dans la semaine ou celui béni du week-end est souvent peu pro-



pice à la contestation. On souhaite se reposer et profiter un peu, et puis les cerveaux et les corps ne sont plus tout à fait disponibles non plus. C'est fait exprès bien sûr !

Reste celles et ceux qui contestent. Tant qu'il ne s'agit que de défiler, de placarder autocollants et affiches, d'écrire des tracts, de les distribuer, de "proser" dans la presse militante, de si-



gner des pétitions... ça va, on ne risque pas grand-chose mais... dès que l'on passe à l'action, je veux dire à l'application réelle de ce que l'on prône, là, c'est autre chose ! Les sanctions se font de plus en plus graves et la répression se fait de plus en plus accrue pour les indisciplinés. On criminalise les luttes et, encore une fois, on les discrédite aux yeux de l'opinion publique. On le voit bien sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes par exemple, où les courageuses et courageux qui inventent un nouveau

monde se retrouvent attaqués par des hordes de playmobils en armure bleue et surarmés, aux ordres des 0,1 % et de l'État complice.

Mais, vous avez le droit de vote nous répondent ces derniers ! Aaah... l'entretien de l'illusion du changement par les urnes ! Faire croire aux masses populaires et salariales qu'elles seraient maître de leur destin en glissant une petite enveloppe dans une boîte en verre ! Les bercer de belles paroles et de promesses enchantées ! Le sauveur Emmanuel Macron, seul rempart contre l'extrême-droite ! Comme c'est bôôô !!

Normalement, pour vivre, nous de-

vrions avoir voix au chapitre mais... une certaine servilité nous en empêche.

On le voit, dans la logique capitaliste, le vulgum pecus devient le servum pecus !

Ce système n'a qu'un but final en soi : La conservation des privilèges et l'accroissement des richesses des 0,1 % de la population, les immensément et indéceusement riches, celles et ceux qui détiennent les plus grandes fortunes de la planète. L'État et les religions, se succrant au passage pour le plus grand plaisir de leurs représentants, sont leurs plus fidèles alliés et participent ainsi à la perpétuation de cette donne inique et aliénante avec laquelle l'immense majorité de la population doit immanquablement composer. Pendant que certain.e.s crèvent de faim... d'autres jouent avec les milliards !!

Les masses populaires et salariales ont-elles bien conscience de leur complicité, volontaire ou non, dans ce système ? Comprennent-elles qu'elles ne sont que des esclaves modernes au service des plus riches ? Sont-elles en mesure d'imaginer que, rationnellement, nous n'avons pas besoin d'eux et que c'est eux qui ont besoin de nous ? Nous est-il possible d'éradiquer, ou au moins de freiner, notre engagement vers la servilité volontaire ?

Ces questions restent ouvertes et il faut que nous, les anarchistes, les liber-

taires et tous ceux qui sont proches de nos idées et de nos projets, nous nous attelions à l'éveil des consciences des masses avant que d'autres, beaucoup moins bien intentionnés, ne monopolisent le débat. C'est précisément ce que je tente de faire dans mon livre, "A.S. 848 : Un numéro dans une case" (Bookelis, février 2018), lequel raconte, avec sérieux et humour à la fois, mon univers professionnel et ses aberrations.

Frédéric Pussé,

Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste



DÉBAT

Au Centre hospitalier du Rouvray, on lutte et on grève !

Un mouvement de grève, lancé à partir du 22 mars 2018, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFTC- CFDT-SUD et du Comité de grève du CH du Rouvray (76), a eu raison de l'autisme de l'ARS (Agence régionale de santé), du ministère de la Santé et de... Macron !

En effet, depuis des années, les organisations syndicales du site, dénoncent le manque de moyens, de postes, demandent l'arrêt des fermetures de structures extra-hospitalières... Mais devant l'obstination des « responsables » à ne pas écouter, et à ne pas répondre à l'urgence, des agents du CH du Rouvray décident d'occuper les locaux de l'administration hospitalière, le 31 mai 2018. Simultanément, 4 agent.e.s, dès le 22 mai, commencent une grève de la faim illimitée, bientôt relayé.e.s par d'autres : certain.e.s qui frôlent le niveau critique de santé, sont dirigé.e.s vers la structure d'urgence du CHU de Rouen.

On veut soigner, pas enfermer !

Des manifestations de soutien sont organisées à Rouen (notamment celle du 4 juin qui a regroupé plusieurs milliers de personnes) où des slogans rageurs comme « On veut soigner, pas enfermer ! » retentissent dans les rues et accompagnent les grévistes tout au long de leur lutte. Des AG quotidiennes sont réalisées au sein du CH du Rouvray regroupant là aussi un soutien massif qui ne se dément pas, de jour en jour. La seule expression émanant des « sommités » se résume à une énième proposition de mettre en place un audit supplémentaire, alors que plusieurs ont déjà eu lieu, notamment un audit effectué en novembre 2017, mettant en évidence les besoins urgents et vitaux dont souffre cette en-

tité. Bref, du vrai foutage de gueule !

Les initiatives se multiplient : distributions de tracts sur les marchés, interpellation de Macron lors de sa venue à Rouen le 5 avril, participation aux différentes manifestations sociales (fonctionnaires le 22 mai, marée populaire du 26 mai, cheminots & agents du CH le 7 juin, manifs devant le siège de l'ARS à Rouen et bien d'autres...). La solidarité avec les cheminots en lutte se consolide, ainsi que le soutien aux migrant.e.s par les occupations de locaux vides en faveur de ces populations durement éprouvées et pourchassées par Collomb et ses flics, toujours sur le même socle :

- suppression définitive des lits supplémentaires, qui constitue une sur-occupation chronique de l'hôpital
- une solution immédiate au problème des patients mineurs hospitalisés en unités « adultes »
- un renforcement des effectifs
- l'arrêt des fermetures extra-hospitalières

Enfin, en face, ils bougent : le 8 juin, un protocole de sortie de crise est signé entre l'ARS et les organisations syndicales qui avaient consulté les salarié.e.s auparavant. Une trentaine de postes devraient être créés d'ici 2019, ainsi qu'une unité spécialisée pour les jeunes malades. Il a fallu beaucoup de courage aux salarié.e.s engagé.e.s dans cette lutte, et particulièrement aux grévistes de la faim : qu'ils et elles en soient amplement apprécié.e.s et remercié.e.s !

Sans tomber de l'armoire, nous pouvons en conclure que si on en arrive à de telles extrémités, c'est que l'état des relations entre patrons et salarié.e.s, déjà lamentable, se durcit de plus en plus et se pérennise, particulièrement dans le domaine des soins spécialisés.



Une fois de plus, rappelons : « Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu. » B. Brecht.

N.B. : Le Centre Hospitalier du Rouvray est un établissement public de santé, spécialisé dans les soins contre les maladies mentales, sur le territoire du Grand-Rouen-Elbeuf. Il comprend plusieurs pôles d'activité, dédiés à la psychiatrie enfants et adolescents et à la psychiatrie générale concernant les malades de ce territoire, ainsi que celui longeant la vallée de la Seine, le pays de Caux et partiellement le pays de Bray.

Groupe de Rouen de la FA

DÉBAT

Affaire Centre Jean-Marie Pelt / François Grosdidier

Rodemack, le 4 avril 2018.

En Moselle, un baron de la droite locale tente de mettre la main, à des fins politiques et électorales, sur une association perpétrant l'œuvre d'un écrivain, botaniste et écologiste.

François Grosdidier, ancien maire de Woippy, sénateur L.R. de la Moselle, essaye de prendre le contrôle de l'association « Centre Jean-Marie Pelt », afin d'ajouter un nouveau « titre » à son CV et de verdir ainsi son image, ce qu'il fait déjà par ailleurs, en présidant le think tank politique « Valeur Écologie ». C'est par des méthodes douteuses et fort cavalières, semblant même irrégulières, que le sénateur de la Moselle a réussi à se faire élire Président de l'association, laquelle était jusqu'à présent dirigée par des personnes désintéressées de toute ambition politique mais seulement passionnées par l'œuvre de Jean-Marie Pelt. Souhaitée par Jean-Marie Pelt lui-même afin de diffuser son œuvre et créée de son vivant, cette association - basée à Rodemack jusqu'à maintenant - risque d'être transférée à Metz, car tel est l'intérêt de M. Grosdidier et de ses alliés. Or, il semblerait de façon assez nette que Jean-Marie Pelt désirait que le Centre reste et demeure dans son village natal, à Rodemack donc, afin de remercier et d'en faire profiter les Rodemackoises et les Rodemackois.

Il ne s'agit pas ici pour nous, anarchistes et libertaires, de célébrer l'œuvre de Jean-Marie Pelt, dans laquelle nous ne saurions nous reconnaître entièrement, mais de dénoncer la tentative de main mise

voire d'accaparement, d'un homme politique sur une association et son héritage (Droits d'auteurs, ouvrages, films, documents, meubles, effets personnels...) pour récolter du prestige et par conséquent, des voix aux élections.

C'est pourquoi nous, Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste, apportons tout notre soutien aux personnes qui, à l'intérieur de l'association « Centre Jean-Marie Pelt » et notamment ses deux vice-présidents, se battent pour que cette dernière reste à Rodemack et ne soit pas utilisée pour assouvir des ambitions personnelles.

Frédéric Pussé,
Groupe de Metz de la Fédération Anar

DÉBAT

Au sujet de la CGT McDonald's. Humbles réflexions syndicaliste d'un anarchiste

Je vais tacher d'exposer et surtout d'analyser avec le recul de mon expérience la période de mon arrivée dans le syndicalisme et de fournir quelques conseils pour éviter aux camarades de reproduire mes erreurs.

Rejoindre la section syndicale : que choisir ?

J'avais 22 ans lorsque j'ai réintégré McDo en 2007 en région parisienne. J'étais déjà militant à la FA depuis trois ans. J'avais donc une sensibilité naturelle pour la lutte des classes. Je pensais fonder une CNT McDo en 2005 lors de ma première expérience. Je me disais que, s'il fallait faire du syndicalisme, autant le faire avec nos camarades de la Confédération nationale du travail. Après tout, ils sont anarchistes. J'adhérais aussi à l'idée du refus des élections et des permanents syndicaux : nul autre que nous-mêmes ne peut nous représenter, le permanent employé par le syndicat n'œuvrera jamais à la destruction du syndicat, le syndicat devant mourir dans la révolution où on aurait le plus besoin de lui, pensais-je. D'un autre côté quelques camarades de la FA m'avaient fait comprendre que l'appartenance syndicale n'était finalement pas le plus important mais plutôt l'activité de la section syndicale dans la boîte. La division des travailleurs fait le bonheur des patrons. J'avais d'autant plus apprécié ce discours que j'ai pu voir des camarades syndicalistes à la FA faire vivre l'information et l'

« Peut-être était-il étonné de voir un militant convaincu de la nécessité du syndicalisme tellement cela était rare »

Mais, à ma grande surprise, ce n'était pas le cas pour lui. Bien que plein de bonne volonté, il n'avait reçu aucune réelle formation syndicale ou politique. Pour lui, du moins c'est comme cela que

je l'ai ressenti, n'adhérait à la CGT que les élus et mandatés. Peut-être était-il étonné de voir un militant convaincu de la nécessité du syndicalisme tellement cela était rare. Quoi qu'il en soit, j'ai pu me rendre compte qu'il était élu DP CGT, mais qu'il n'était pas, ou peu, syndicaliste.

Leçon n°1 : Il n'y a pas que des syndicalistes staliniens bien formés, très politisés et autoritaires à la CGT. Bien au contraire, bon nombre de gens viennent à la CGT juste pour devenir représentants du personnel car les élections doivent avoir lieu dans leur entreprise. Ils n'ont souvent aucune conviction ni formation militante et politique ! De plus, bon nombre de staliniens ont fait leur autocritique. Plus tard, je fis l'erreur de m'éloigner des bons camarades de l'US Commerce CGT de Paris, les pensant très autoritaires dans leur fonctionnement. Je n'avais pas encore rencontré le reste de la Fédération du Commerce CGT et je voyais en chaque travailleur un révolutionnaire autogestionnaire potentiel...

La grève d'octobre 2007

dans le travail. Des salariés usaient d'une certaine désinvolture dans leurs tâches, refusant les cadences et préférant bavarder ou aller regarder la télévision en salle équipier que servir les clients en temps et en heure. Cette manager était un peu plus sur leur dos ce qui facilitait le travail des filles en contact devant avec les clients. Il faut dire que le rythme de travail de ce grand restaurant associé aux contrats McDonald's habituels avec de longues coupures de quatre à cinq heures n'incitaient pas à se donner à fond au travail non plus, loin de là.

« Il y eut cinq longues secondes de silence. Je répondis alors « Ben on continue ! On a rien gagné ! », « Ben ouais ! » répondirent d'autres. Le mouvement continua. »

Un matin commence donc une grève. Il fut demandé au DP de mobiliser le syndicat CGT McDonald's. On me demande si je me mets en grève. Je réponds oui bien sur. J'ai pu me rendre compte de l'absence de réflexes militants de la section. Trois délégués syndicaux (DS, les représentants à proprement parler de la section syndicale dans l'entreprise) et un élu CHSCT de la CGT sont arrivés les mains dans les poches. Ils donnèrent quelques conseils. Il n'y avait pas de pancarte, ni banderole, ni mégaphone, ni tract pour les clients, ni carnet d'adhérent à la CGT. Lorsque nous fîmes la remarque aux DS, ils répondirent « Ah ouais on n'a pas pensé... ». Des grévistes de-

analyse de l'actualité syndicale dans le Monde libertaire malgré, et au-delà, de leur étiquette syndicale.

Or, dans le restaurant où je fus embauché, c'était une section CGT qui était présente (le terme de section était très exagéré, il y avait des délégués du personnel [DP] élus sur une liste CGT, certes, mais peut-être un seul d'entre eux était à jour de cotisation, d'où la nécessité de mettre de l'ordre dans le fonctionnement du syndicat). En finissant ma période d'essai, j'avertis donc le principal DP de mon envie d'adhérer au syndicat en raison de mon anarchisme. Cela allait de soi pour moi.

Parmi les salariés, beaucoup fumaient le pétard. Ceux-ci constituaient un noyau dur de sympathisants de la section CGT. Fumeurs de clopes et de shit se côtoyaient donc souvent à proximité du restaurant, créant ainsi du lien social. De plus, bon nombre de salariés, dont le principal DP, étaient des musulmans immigrés, ou d'origine immigrée. Ils constituaient aussi une base sympathisante.

Des salariés, des élus du Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail et surtout une manager se firent licencier. Quelques salariés (sympathisants CGT) furent mécontents. Cette manager était jugée la plus « sérieuse »

mandaient aux clients de les soutenir, mais de la même façon qu'ils demandaient « sur place ou à emporter », d'un ton très monotone. Je me fis remarquer ce premier jour de grève en usant d'un ton différent, justement pour toucher les clients et les inciter à nous soutenir.

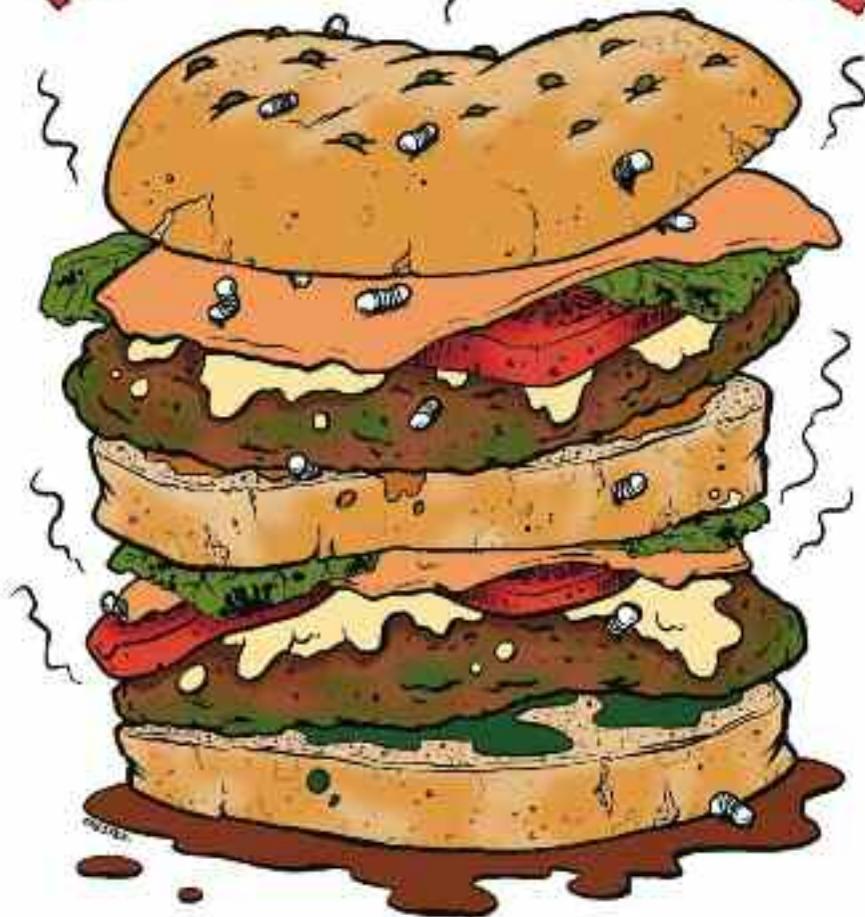
Les grévistes demandaient la réintégration des licenciés, des augmentations, l'arrêt des longues coupures entre le midi et le soir. Une assemblée générale eut lieu. Le DP nous demanda ce qu'on voulait faire car la direction répondait « non » aux revendications. Il y eut cinq longues secondes de silence. Je répondis alors « Ben on continue ! On a rien gagné ! », « Ben ouais ! » répondirent d'autres. Le mouvement continua.

Je mobilisais mon petit réseau de militants anarchistes. J'appelai les camarades mandatés au Monde libertaire, je leur pris une ramette de feuille A3 (oui c'est abusé de prendre des ressources de l'organisation à des fins plus ou moins personnelles, je l'accorde). Je demandai à un camarade de se rendre à Publico durant la nuit pour que j'emprunte le mégaphone. Je fis passer le message sur les listes internet pour que les camarades viennent nous soutenir.

Le lendemain, au restaurant, on me vit arriver avec le mégaphone et les feuilles A3. On scotcha des feuilles sur les vitres avec des slogans qu'on imagina toute la journée, on eut idée de faire des pétitions. Un client nous recommanda à joindre le Parisien, je le fis immédiatement, une journaliste vint pour faire un article. Quelques camarades de la FA passèrent soutenir le piquet. Je rencontrai d'autres militants de la CGT attachés aux luttes de McDonald's, dont un juriste en droit du travail qui devint un contact précieux.

A la fin de la journée, un protocole d'accord de fin de conflit fut signé en faveur des salariés. Sans même m'en rendre compte, j'étais devenu « le révolutionnaire » (l'effet autocollant Fédération anarchiste sur le mégaphone). Les salariés apprécièrent et se soudèrent. Dans les semaines qui suivirent, en discutant, presque tous étaient prêts à adhérer à la CGT (l'absence d'organisation réelle empêcha de le faire). Tous s'accordaient sur le fait que la lutte était très productive. Lorsque je parlais parfois d'abolition de

TELL US WHAT YOU EAT
WE TELL YOU WHO YOU ARE



l'État et autogestion, ils étaient même réceptifs. « Vous avez raison globalement sur l'autogestion et tout ça, sauf vos délires sur l'inexistence de Dieu » m'a-t-on même dit.

« Le militant anarchiste doit à mon sens s'emparer de cette situation, devenir meneur mais aussi et surtout faire vivre la démocratie en valorisant surtout les initiatives des grévistes ou salariés. » J'apparis que deux des trois DS avaient quitté l'entreprise (avec un chèque selon certains) suite à la grève. C'était fréquent à la CGT chez McDonald's parait-il. Peu de temps après le troisième DS suivit. Cela contribua à la mauvaise image de la CGT dans la boîte.

Leçon n°2 : La base de la dynamique syndicale est essentiellement fondée sur une solidarité mécanique. Autrement dit, qui se ressemble s'assemble. Il faut un mouvement corporatif à la base qui regroupe les salariés qui ont les mêmes intérêts mais aussi les mêmes identités et habitudes culturelles. Il n'y a pas de syndicalisme possible en dehors de cela. C'est sur cette base qu'on crée des ponts et des solidarités interprofessionnelles. J'en ferai l'amère expérience en perdant deux fois de suite des élections dans la boîte des années plus tard car je n'avais pas les mêmes identités et habitudes culturelles : je ne fumais plus de pétards, j'étais militant anarchiste, j'étais un homme, blanc, athée, j'avais un look jugé bizarre, les cheveux longs, des goûts prononcés pour le hard rock et le métal, etc. Bref, j'étais marginal avant même d'avoir pu m'en apercevoir. En plus d'un travail acharné de la direction pour neutraliser mon syndicat bien sûr et d'une inexpérience syndicale importante. Je fréquentais des milieux qui, malgré tout, étaient très apaisés chez les gauchistes en tout genre où l'on a le culte de l'assemblée générale et du débat serein, sans mauvaise foi. Cela ne forme absolument pas à ouvrir bien fort sa gueule tout le temps mais bien plus à rester calme en toute circonstance (ce qui peut servir malgré tout surtout s'il faut de la patience comme par exemple si on est mis au placard).

Leçon n°3 : Bien souvent les salariés ou syndiqués ne sont pas des militants. Ils n'ont pas en horreur l'autorité. Ils ne se méfient pas des meneurs. Ils font confiance et suivent. Le militant anarchiste doit à mon sens s'emparer de cette situa-

tion, devenir meneur mais aussi et surtout faire vivre la démocratie en valorisant surtout les initiatives des grévistes ou salariés. Cela leur permet de prendre confiance et devenir autonome dans la lutte, mais c'est un très long travail et loin d'être évident si l'effectif de l'entreprise change régulièrement. J'en ferai une autre amère expérience plus tard en refusant de prendre des mandats et en laissant des gens sans conviction en faire n'importe quoi. De plus, cela constitue une protection indispensable. On ne licencie pas n'importe comment un élu ou mandaté. Lorsque vos convictions vous poussent à ne pas garder silence, c'est plus que pratique.

Leçon n°4 : Les savoir-faire rudimentaires et les formations idéologiques acquis chez les anarchistes sont loin d'être négligeables dans un mouvement de grève ou dans un syndicat. Ils permettent d'avoir des idées claires sur les alliances à avoir (avec les salariés, quoi qu'ils fassent, pas avec le patron aussi cool soit-il, même si ce n'est pas toujours évident de se positionner, de nouer des liens avec les autres syndicats qui en valent la peine) ainsi qu'une meilleure intégrité. On ne milite pas par conviction pour obtenir un chèque en fin de carrière. Qu'importe de ne pas avoir un gros bagage en droit du travail. Cela s'apprend, cela se consulte quand on a un questionnement. Si on sait lire du Marx ou du Proudhon, on peut se concentrer pour lire un texte de droit. On peut dans l'organisation syndicale, ou ailleurs, trouver des contacts. Mieux vaut donc un vrai militant en poste sans formation (à ses débuts) qu'un salarié sans conviction qui connaît son mandat.

Leçon n°5 : Il en va de même de tout cela en interne au syndicat ou aux instances confédérales quand des postes sont à prendre, vu les gens sans formation politique et syndicale qui y traînent. Les militants anarchistes sont généralement de très bons gestionnaires. Il apprend très tôt à faire des comptes-rendus, à consulter les autres, leur donner la parole, à archiver, à comprendre le fonctionnement d'une organisation, gérer une trésorerie, etc. En un sens, il est souvent fait pour ces postes. En outre, si ces militants ne prennent pas ces mandats, les bureaucrates opportunistes susceptibles de les

prendre, eux, les mettront dehors à la première occasion.

Conclusion

Si des militants sont intéressés pour fonder un syndicat sur une telle base, qu'ils nous contactent simplement ce sera plus simple plutôt que retranscrire ces longs statuts des correcteurs ou salariés de McDonald's d'Ile-de-France de la CGT.

Pour finir, cet article ne prétend pas être une vérité absolue. Il est le fruit de réflexions, d'expériences acquises et de traumatismes. Il est sans doute critiquable et j'espère que, dans l'éventualité où il susciterait le débat, nous pourrions le faire sereinement. Il est indiscutablement en rupture avec certaines pratiques syndicales anarchistes. Il appartient à chacun de faire ses choix en la matière, et tant mieux si d'autres arrivent à mettre des structures syndicales en place autrement qu'à travers les leçons tirées ci-dessus. Je resterai solidaire des anarchistes investis syndicalement (ou non d'ailleurs) au-delà des étiquettes syndicales. L'entraide est notre plus grande force, je ne l'oublie pas ! J'espère juste pouvoir aider à mieux appréhender la question de l'engagement syndical pour ceux qui n'y connaissent pas grand chose.

Bonne lutte à vous camarade !

Nathan

FÉMINISME

Violences sexuelles au travail, le gouvernement contre l'AVFT !

Les violences sexuelles n'ont jamais autant été mises sur la scène publique. En 1999, le Bureau International du Travail, publie une étude qui révèle que la France est l'un des pays où le taux de violences sexistes ou sexuelles au travail est le plus élevé. En 1985, voilà plus de trente ans, une poignée de féministes décide de se constituer en association pour que cette réalité change. L'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) naît et depuis, offre une permanence d'écoute, d'accueil, de soutien moral et de conseils, notamment juridique aux personnes victimes de violences sexuelles, sexistes et de discriminations au travail. Ainsi, elle leur propose de participer à des « groupes de solidarité et d'action » et elle intervient à leurs côtés pour que soient rétablis leurs droits : elle les accompagne notamment auprès des employeurs, de l'inspection du travail, du Parquet, de la police, de la gendarmerie.

L'AVFT, pionnière et experte

Au fil des années, l'AVFT a largement contribué à faire avancer la loi sur le harcèlement sexuel, sur la réforme législative de 2011 - notamment pour garantir mieux les droits de la défense -, sur le délit de dénonciation calomnieuse. Elle se constitue partie civile dans les procès pénaux et intervient dans les procès prud'homaux auprès des victimes. Elle anime des séquences de sensibilisations et des formations à destination des professionnel·les concerné·es : syndicats, professionnel·les de la santé, médecin du

travail, inspection du travail, police, gendarmerie etc. Avec la compagnie Dé(s)amorces, elle propose un théâtre-forum pour des publics comme les comités d'entreprises, des lycées ou les collectivités. Elle publie des articles, des analyses, des ouvrages dont deux guides pratiques à l'attention des victimes, et à destination des employeurs. Elle intervient dans les médias (plusieurs fois sur Radio libertaire notamment dans l'émission Femmes libres) et organise des campagnes et des colloques.

« L'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) naît et depuis, offre une permanence d'écoute, d'accueil, de soutien moral et de conseils, notamment juridique aux personnes victimes de violences sexuelles, sexistes et de discriminations au travail. »

Forte de ces diverses et nombreuses activités, l'AVFT a une profonde connaissance de la réalité des violences vécues par les personnes victimes de violence et connaît bien les rouages des institutions judiciaires.

Si les violences sexistes et sexuelles dans les relations de travail sont largement répandues, elles sont encore très peu dénoncées. La société repose sur le système patriarcal, sur une culture du viol et des violences. Chacun, chacune d'entre nous portons des a priori et stéréotypes hérités d'une vision inégalitaire des rapports entre les femmes et les hommes. La plupart de ces idées reçues

ont pour conséquence, si ce n'est pour rôle, de renverser la responsabilité des violences sur les femmes, de les banaliser et de leur trouver des justifications. Plus largement, ces stéréotypes brident notre réflexion en brouillant nos repères. Cela explique un grand nombre de non-réactions des victimes car elle se sentent rarement légitimes à refuser certains comportements, a fortiori à les dénoncer. Cela génère un sentiment de malaise et de déni : comment croire que cela peut exister ? sous nos yeux, si près de nous ? Le rôle de ces clichés est aussi de mettre une barrière de protection entre les violences et nous. Souvent entendus ici ou là :

« C'est elle qui l'a cherché » ; « Ne l'auriez-vous pas provoqué ? » ; « Elle fait ça pour l'argent » ; « À sa place moi j'aurais réagi plus tôt, aurais dit non, serais partie, aurais donné une gifle... » ; « On ne va pas chambouler les relations entre les hommes et les femmes ! » ; « C'est un malade » ; « Il est malheureux, sa femme l'a quitté » ; « C'est un tactile » ; « C'est normal, les hommes ont des pulsions » ; « C'est pas si grave que ça » ; « Vous n'êtes pas morte » ; « Des compliments sur votre poitrine ? Ça ne fait pas de mal... vous devriez être flattée » ; « Y'a pas de témoin » ; « Ici ça va devenir comme aux États-Unis » ...

Alors, quand la grande vague des #metoo déferle, les paroles se libèrent et la permanence téléphonique de l'AVFT explose. Entre 2015 et 2017, le nombre de saisines de l'AVFT a plus que

doublé. Pour continuer à assurer le travail d'accompagnement et de défense dans les procédures en cours, les cinq juristes décident de fermer l'accueil téléphonique en janvier 2018 pour cinq mois, le temps de récolter des fonds. Pionnière dans la défense des victimes de violences sexistes et sexuelles au travail en France, l'AVFT fonctionne avec un budget d'environ 370 000 € composé d'une subvention de 235 000 € du secrétariat d'État chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes (SEEFH) et de fonds liés au développement d'actions de formation rapportant quelques 110 000 €. Pour faire face à ce surcroît de demandes, l'AVFT a demandé fin 2017 une augmentation légitime de la subvention annuelle.

« Entre 2015 et 2017, le nombre de saisines de l'AVFT a plus que doublé. »

Le 6 mai dernier, Marlène Schiappa secrétaire d'État du SEEFH, sur une radio commerciale, annonce « qu'elle serait en droit de cesser de subventionner » l'AVFT parce que celle-ci aurait décidé unilatéralement de fermer son standard ! Le 24 mai, l'association reçoit un refus quant à sa demande d'augmentation de subvention. En outre, Marlène Schiappa choisit de lancer un numéro national d'écoute pour orienter les victimes vers des interlocuteurs adaptés : inspection du travail et associations. Le 9 mai, un appel à projets d'un million d'euros est annoncé visant des personnes morales à but non lucratif sur la lutte des violences sexistes et sexuelles au travail. Cet appel écarte les associations nationales, il se décline en 18 projets régionaux de 50 000 € chacun, et exige que ces projets présentent un caractère novateur.

Les associations féministes, vent debout!

Non seulement, l'AVFT, experte en la matière, n'est pas aidée dans ses missions au moment de l'augmentation des saisines, mais elle est contournée car dans l'appel à projets gouvernemental, ce sont ses missions qui sont proposées aux 18 projets régionaux. « L'État doit reprendre la main » poursuit Marlène Schiappa. Mais qu'a fait l'État jusqu'en 2018 ? Il s'est contenté de l'action de

l'AVFT: elle faisait alors l'affaire quand il s'agissait de se débarrasser de la patate chaude que sont les violences sexistes et sexuelles sans remettre en cause l'éducation sexiste, la responsabilité des employeurs et des hiérarchies dans les entreprises, les messages publicitaires qui réifient les femmes comme objets promotionnels et marchandisés... L'État ne se préoccupe pas plus de la capacité qu'a l'inspection du travail pour répondre aux travailleuses victimes de violences quand la baisse du nombre d'agents de contrôle se poursuit : environ 2 000 agents pour 1,8 million d'entreprise et une population en emploi de 26 millions de salariés selon les chiffres de l'INSEE en 2016. Comment dans ces conditions, peuvent agir les agents de contrôle pour des enquêtes difficiles nécessitant du temps et des auditions que sont les enquêtes liées aux violences sexistes et sexuelles ? Dans l'annonce de Marlène Schiappa, l'aide financière de l'État n'est pas pérenne au-delà de 2019, quelle situation est prévue pour les années suivantes ? Il n'y aurait plus sans doute de violences sexistes et sexuelles au travail ? Donc plus besoin d'associations ? Foutage de gueule !

« Mais qu'a fait l'État jusqu'en 2018 ? Il s'est contenté de l'action de l'AVFT »

Comme bon nombre d'organismes dans le secteur sanitaire et social, l'AVFT reçoit une délégation de service public et des missions utiles à la population, et ce en référence à la charte d'engagement réciproque entre l'État, les collectivités territoriales et le mouvement associatif du 14 février 2014. L'État s'était engagé alors à favoriser dans la durée des soutiens publics aux associations et à privilégier la conduite de projets sur le long terme par des conventions pluriannuelles. Mais les récentes décisions mettent en échec les engagements pris, et doivent nous interroger à (re)définir ce que serait un véritable service public pour la protection des droits des femmes. Enfin, dans un contexte de torpillage de la fonction publique, comment l'État peut-il prétendre reprendre en main des missions qu'il a progressivement abandonné aux associations ?

L'objectif d'Emmanuel Macron et Marlène Schiappa est-il de lutter contre les violences commises contre les femmes ou

de lutter contre les associations qui les soutiennent ? Ce qui est sûr, c'est que les annonces du gouvernement en matière de violences sont de la poudre aux yeux et qu'elles mettent ainsi en danger les femmes victimes de violences masculines qui ont besoin d'un accompagnement stable et durable pour faire face à des procédures longues et éprouvantes.

Hélène Hernandez Groupe Pierre Besnard
Co-animatrice de l'émission Femmes libres sur Radio libertaire 12

RETRAITES

Retraités mais pas en retrait

Les gouvernements successifs s'ingénient à vouloir retarder l'âge de départ à la retraite, il y a d'autres évidences. Par exemple nous savons toutes et tous que les pensions sont aussi inégales que les salaires. D'importantes différences existent entre les ouvriers et les cadres, les femmes et les hommes. Comme pour les salaires, les retraites des femmes sont inférieures de 40% (en moyenne) à celles des hommes ; de même il existe de fortes différences concernant l'espérance de vie et le nombre d'années en bonne santé entre ouvriers et cadres (plus de 6 ans). Depuis le 1er avril 2013 les pensions sont quasi-gelées. Entre 2003 et 2010 elles ont augmenté de 11,6%. Alors que les salaires, eux, ont augmenté de 17,1%. Le pouvoir d'achat diminue ainsi davantage avec l'âge, alors que les dépenses contraintes comme celles dues aux soins de santé augmentent. La Sécurité Sociale se désengage de plus en plus et on assiste à l'explosion du coût des mutuelles que beaucoup de retraités –mais aussi de jeunes- ne peuvent ou ont du mal à se payer.

Au 1er janvier 2018 la CSG a augmenté, de 1,7 point, ce qui se traduit par une baisse importante de plusieurs centaines d'euros par an. Par ailleurs, 2018 c'est aussi la continuation du gel des pensions, le blocage des complémentaires (surtout agricoles), l'augmentation du forfait hospitalier (prise en charge par le patient de son séjour en hôpital public ou privé) à 20 euros par jour. Augmentation du gaz, de l'électricité, des loyers, des transports, de l'essence ... Par contre, les cadeaux fiscaux aux entreprises, aux promoteurs, aux banques, bref à la classe possédante continuent.

Depuis 1945 la France a un système de retraites par répartition. Les pensions dépendent du nombre d'emplois, des salaires, du taux de cotisations sur ces salaires. Retraités et actifs ont donc des

intérêts convergents. La réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, la création d'emplois, la défense des statuts et la lutte contre l'évasion fiscale sont, entre autres, des revendications communes. En voulant supprimer ce système de retraites par répartition pour le remplacer par un système à points,

c'est à ce lien de solidarité que le gouvernement et le patronat s'attaquent. Dans ce but, Jean-Paul Deleroye, haut commissaire à la réforme des retraites a annoncé le lancement de « la grande concertation publique sur les retraites ». Comme toujours cette « concertation » ne sera que formelle. L'objectif est de faire croire aux fonctionnaires, aux salariés du privé et aux travailleurs indépendants, que ce nouveau système sera plus simple, plus égalitaire. En fait, si le régime par points donne le nombre de points acquis tout au long d'une carrière, la valeur du point est fixée chaque année de façon à pouvoir payer avec la même somme, un nombre plus important de retraités. Avec ce système c'est la baisse assurée des pensions. La présentation du projet de loi est pour l'été 2019, son application pour 2025. Pas de temps à perdre donc, c'est dès maintenant qu'il faut continuer et amplifier les mobilisations !

La France n'est d'ailleurs pas un cas unique : dans les autres pays aussi les retraités s'organisent et manifestent contre la baisse des pensions et la privatisation des systèmes de retraites. En Espagne, c'est par milliers que les retraités sont descendus dans les rues des grandes villes pour protester contre la trop maigre revalorisation des pensions (0,25% depuis cinq ans pour une inflation officielle de 1,1% par an), et refuser le système actuel de privatisation de retraites. La Grèce elle, s'enfonce dans la crise mais la population ne se résigne pas pour autant. Plus d'un million de retraités survit avec une pension de 364 euros, ce qui les mets en-dessous du seuil de pau-

vrete officiel (382 euros). Leurs revendications sont donc simples : des pensions sans retenues arbitraires du gouvernement et des créanciers (U.E. et FMI). Alors que les plus de 65 ans sont de plus en plus nombreux en Europe, que les retraités sont confrontés aux mêmes problèmes, il est urgent que les organisations de retraités (syndicats et associations) se coordonnent, militent plus étroitement pour agir plus efficacement.

Là comme ailleurs, pas de secret, seul le rapport de force peut faire évoluer les choses en notre faveur. Tenants du pouvoir, ce que nous obtiendrons le sera en vous l'arrachant des mains.

La retraite n'est pas une coupure avec le monde du travail. Ce n'est pas non plus un cadeau des patrons ou des politiciens. La retraite est un statut social, elle fait partie des conquêtes du mouvement ouvrier. Elle permet d'avoir une activité librement choisie en gérant tout aussi librement son temps. C'est donc à nous, actifs et retraités de la défendre et de l'améliorer, comme nous le faisons déjà depuis longtemps dans la lutte contre le chômage et pour la réduction du temps de travail.

Loin d'être en fin de parcours les retraités n'abandonnent pas la lutte en même temps que leur travail. Ils s'organisent !

Unifions les luttes : dans la rue ensemble retraités et actifs, comme sur les lieux de travail pour les actifs d'aujourd'hui (retraités de demain)

Le gouvernement Macron attaque sur tous les fronts ? Ripostons sur tous les fronts !

Groupe anarchiste Salvador-Seguí

HISTOIRE

Anarchistes et juifs, la Palestine entre les deux guerres

Après « Anarchistes et juifs entre les deux guerres », Pierre Sommermeyer ouvre une nouvelle page d'histoire.

Anarchistes et juifs, la Palestine entre les deux guerres

Depuis le début des années 20 des communautés juives s'installent, en plus grand nombre, en Palestine fortement influencées par les idées anarchistes. Avant de rendre compte d'une publication récente il est bon d'aller faire un tour de nouveau dans l'Encyclopédie anarchiste. Dans l'article consacré au Ghetto J. Chazoff, 1 aborde cette question. Il reconnaît que quantité de révolutionnaires militent en faveur de la réalisation d'un foyer juif. Faisant référence¹ aux malheurs qui frappent depuis des siècles le peuple juif, il dit « Nous comprenons le sentiment honorable qui anime certains propagandistes du sionisme mais ils ne sont pas les seuls dans ce cas ». Chazoff ajoute « est-ce vraiment l'époque de fonder une nation, alors que tout nous appelle à l'internationalisme au sens le plus complet de ce mot ? [...] Que les prolétaires juifs viennent avec nous, ils nous aideront et nous les aiderons. [...] Que les Juifs opprimés sortent de leurs ghettos. La Révolution ne leur offre pas la Palestine, elle leur offre le monde libéré. »

Une autre opinion s'exprime quand arrive la question des colonies sionistes qui vont, pendant au moins un demi-siècle, séduire les anarchistes comme étant une réalisation d'une société sans classe. L'article sur le sionisme écrit par E. Armand

s'arrête sur ces communautés qui vont croître après la guerre de 14/18. Il remarque tout de suite que le mode de propriété collective utilisé par ces colonies, renoue avec les principes tirés de l'Ancien Testament « les terres ne se vendront pas à perpétuité, car la terre est à moi, dit l'Éternel », la terre doit rester commune « à tous les enfants de Dieu », elle ne peut être ni objet de vente ni objet d'achat ». Armand ajoute « Mais si toutes les terres sont constituées en propriété nationale, c'est dans le but que toute la Palestine revienne un jour aux Israélites et que soit reconstitué le Royaume d'Israël. »

Il remarque que le sort fait aux femmes dans ces communautés n'a rien de semblable à celui qu'elles avaient dans la société juive traditionnelle. Il cite une communauté où l'on pratique le communisme, Nuris. Pour lui « la colonisation juive présente des exemples d'énergie qui méritent d'attirer l'attention ». Mais E. Armand est conscient de ce qui se prépare : Les Arabes ne sont pas disposés à céder leur place, d'où des heurts, qui peuvent dégénérer parfois en massacres entre Juifs et Arabes (et même chrétiens indigènes). D'autre part, la superficie restreinte de la Palestine empêche l'expansion des colonies ». Il annonce en même temps qu'une phase nouvelle s'annonce par suite des persécutions moyenâgeuses dont les Israélites sont l'objet, actuellement, en Allemagne (1933).

Un ouvrage est sorti au début de l'année 2018 consacré à ces colonies intitulé Le mouvement des Kibboutz et l'anarchie². Son auteur James Horrox aborde l'évolution des colonies juives comme une recherche d'une société plus juste. Il va y avoir plusieurs alya c'est-à-dire plusieurs périodes d'arrivée des migrants juifs vers la Palestine. Le premier établissement collectif date de 1910. Il est le fait de jeunes Russes. L'un d'eux racontera ainsi son désir d'une vie harmonieuse : « Nous nous rendions compte de plus en plus que les usages en vigueur dans les anciennes colonies ne nous convenaient pas [...] En tout cas, nous estimions qu'il ne devrait y avoir ni employeurs, ni employés. Nous voulions une vie "heureuse pour tous" ».

Aaron David Gordon

Un homme, venu lui aussi de Russie, va marquer profondément cette génération de migrants. Il s'appelle Aaron David Gordon. S'il se considérait sans aucun doute, selon Horrox, comme un sioniste, c'était cependant sur des bases pacifistes et antimilitaristes. Il voyait « les Arabes comme un exemple d'une nation organique vivant en harmonie avec la terre que les Juifs devraient prendre pour modèle. En revanche, il était loin d'être naïf à l'égard de la résistance arabe au sionisme, qu'il considérait comme une réaction tout à fait compréhensible au mode de vie occidental et déraciné des

Juifs. Ainsi pouvait-il concevoir les relations judéo-arabes au mieux comme une compétition pacifique — du moins jusqu'à ce que les Juifs parviennent à renouveler leur connexion avec la terre et gagnent le respect et la coopération de leurs voisins ». Il se disait aussi opposé au « socialisme » c'est à dire au marxisme qui mettait en avant les luttes de classes comme moyen de transformer la société. Gordon va être par la suite et encore maintenant l'objet de querelles visant à savoir quelle importance avait sa « religiosité sans la foi en Dieu ». Pour Zeev Sternhell, historien et penseur politique israélien, la position de Gordon « trahit une certaine consonance entre sa vision du monde² et celle du nationalisme intégral européen, qui considérait également la religion, la tradition et le rituel comme des ingrédients essentiels de l'identité nationale ». Selon l'auteur de cet ouvrage, Gordon avait été formé aux mêmes sources que Bakounine, Rocker et Landauer, celles de la gauche völkish-romantique. Il déclarera même avoir retrouvé certaines de ses idées dans les écrits de Landauer.

Le kibboutz de Gordon était fondé sur de solides principes anarcho-socialistes et écologistes. Il peut être considéré comme un précurseur de l'éco-anarchisme contemporain.

Les années 1918-1920 voient les pogroms se multiplier à nouveau au cours de la guerre soviéto-polonaise. Quelques années auparavant la Déclaration Balfour avait ouvert aux juifs un nouvel horizon. Il s'agissait d'une déclaration d'intention émise par le ministre des affaires étrangères britannique à l'intention de Lord Rothschild déclarant : Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine. A partir de là, le nombre de juifs émigrant en Palestine augmenta de façon importante. Entre 1919 et 1923, la majorité des émigrants venaient de Russie et de Pologne. Le souvenir des moments révolutionnaires qui avaient secoué l'Europe de la

fin de la guerre était très vivace dans les mémoires de ces nouveaux arrivants.

Gustav Landauer³ et Martin Buber

Arrêtons-nous sur le rôle de Martin Buber (1878-1965) dans la transmission de l'idéal anarchiste en Palestine. Il avait été un ami proche de Gustav Landauer (1870-1919) qui avait été assassiné quelques années plus tôt lors de la République des conseils bavaroise. Horrox rappelle avec raison que Landauer avait toujours été méfiant par rapport au sionisme politique. Il entrevoyait les tendances étatistes présentes chez beaucoup de sionistes. Il pensait que la vocation historique des juifs était d'aider à construire des communautés socialistes, autonomes de l'état.

Pour Landauer, dont l'influence a été importante dans l'anarchisme allemand contrairement aux pays latins, ce projet qu'il soit politique ou culturel ne semblait être que secondaire. Son engagement dans l'aventure bavaroise montre bien s'il en était nécessaire qu'un projet « juif » lui était étranger.

Horrox reprend à son compte l'avis d'une biographe de Landauer, Ruth Link-Salinger, qui illustre bien cette distance entre la vision de Landauer et le projet sioniste. L'utopie dont rêvaient ces intellectuels socialistes sionistes avait de profondes affinités avec les constructions sociales auxquelles on associait le nom de Landauer. Ce dernier avait écrit un hymne à la colonie paysanne, telle qu'elle fut incarnée par les Kibboutz 4 . On retrouvera dans les pages de l'Arbeit l'organe germanophone du parti sioniste-socialiste Hapoel Hatzair cet appel : « Seuls quelques-uns parmi nous, ayant décidé de vivre une vie à la campagne, peuvent réaliser l'idée de la colonie agricole telle que l'envisageait Landauer en son temps. Les autres, nombreux, dont la vie est liée à la ville, apporteront leur contribution à la réalisation des enseignements de Gustav Landauer en aidant à former les "colonies citadines" qui naîtront un jour des foyers communautaires. »⁵

Ce dernier, dans son « discours programmatique » énoncé quelques jours avant la proclamation de la République des conseils, avait formulé ainsi son espoir, aux accents juifs incontestables : « Il nous faut

la trompette de Moïse, l'homme de Dieu, qui de temps en temps annonce la grande année jubilaire, il nous faut le printemps, l'illusion et l'ivresse et la folie, il nous faut – encore et encore et encore – la révolution, il nous faut le poète. ⁶».

Pierre Sommermeyer

La suite, dès septembre, dans le prochain Monde libertaire

1 <http://militants-anarchistes.info/spip.php?article6543>
2 Editions de l'éclat Paris 330 p. Je vais beaucoup m'en servir et le citer dans ce qui suit.

3 Pour connaître la pensée de Gustav Landauer on peut se référer pour les analyses à Gustav Landauer, un anarchiste de l'envers aux Editions de l'éclat Paris 2018

4 Ibid. La colonie - 1909-1910

5 Ibid. Gustav Landauer et le Mouvement d'implantation communautaire

6 Dans le même livre, texte de Walter Fährders

PÉDAGOGIE

Mai 68, une Révolution pédagogique ?

En mai 68 eut lieu la plus grande grève ouvrière de l'histoire de France mais aussi sans doute la plus grande insurrection étudiante depuis François Villon. Ce fut aussi une tentative de Révolution pédagogique. Si quelques profs d'université, beaucoup d'instituteurs et de profs du secondaire participèrent aux événements trop peu nombreux remirent sur le long terme leur utilisation experte de la pédagogie autoritaire. Beaucoup manifestèrent, quelques-uns occupèrent écoles et autres établissements d'enseignements, trop peu interrogèrent leurs pratiques et le rôle éminemment reproducteur des inégalités de classes de l'appareil scolaire. Encore moins furent ceux qui analysèrent la place qu'ils y occupaient inconsciemment souvent, mais pas toujours, dans ce système ? Pour fonder mon propos j'utiliserai comme sources les témoignages recueillis dans un livre récemment paru Mai 68, par ceux et celles qui l'ont vécu (1). Témoignages spontanés à la demande d'un éditeur et d'un média qui ne souhaitaient pas que la mémoire des peuples soit le seul fait de la réécriture savante et a posteriori de l'histoire. Dans ce livre les acteurs racontent ce qu'ils ont vécu ou comment ils ont vécu Mai 68 quelquefois très loin de la Capitale. Ouvriers, employés, lycéens, étudiants, hommes et femmes, la plupart jeunes à l'époque.

Que disent-ils sur l'éducation et toutes les valeurs autoritaires et le traditionalisme qu'elle véhiculait. Ada, 20 ans alors, se souvient dans son lycée : « A l'époque, il n'y avait que des filles, on ne mélangeait ni les sexes, ni les classes sociales » (p.63). Quant à Béatrice, elle raconte : « une élève est venue en pan-

talon, ce qui était formellement interdit par le règlement intérieur. Sous nos blouses, bleues une semaine, beiges la semaine suivante, nous n'avions le droit de porter que des jupes, sauf si la température descendait au-dessous de zéro » (pp.38-39). Et certains voudraient imposer le retour à l'uniforme ! Un anonyme se rappelle que « nous avions un professeur de français qui nous enseignait Rabelais dans une version expurgée, ayant éliminé ce qu'il considérait comme étant des mots orduriers » (p.399). L'ordre moral et la censure régnaient.

Et pourtant certains osent et écrivent sur les murs de l'Université de Nanterre : « professeurs vous êtes vieux ... votre culture aussi » (p.73) comme quoi la clairvoyance n'attendait le nombre des années. D'autres de Censier veulent faire entendre que cela ne les intéresse pas de « reprendre les études pour devenir des privilégiés et « des chiens de garde » de la société » (p.77) et remettent en cause, comme à Rouen, « les cours magistraux, les relations profs/étudiants, nous imaginions, écrivait-ils, la fin des

hiérarchies universitaires » (p.85). Et, ils contestent vivement les enseignements académiques (p.94). De même au lycée Balzac à Paris déclaré autonome (sic) : « plus de registres de présences, plus de cours magistraux » (p.351).

Aux Beaux-arts, Philippe se rappelle que « l'autogestion pédagogique imposée par les étudiants pour l'année 1968-1969 s'instaura avec la complicité d'une partie des enseignants et facilita cette inscription éphémère du

politique dans le processus pédagogique » (p.97) mais bien vite le retour à « l'ordre » se fit. C'est, ce dont témoigne Alain, dans son lycée : « les profs naviguaient entre l'enseignement traditionnel et l'essai d'application de méthodes pédagogiques que nous avions élaborées en commun. Du moins pour ceux qui ne tentaient pas, revanchards, de rétablir brutalement leur autorité un temps bafouée » (p.115). Car ce fut rapidement la fin de la grève des cours, des assemblées générales, des groupes de discussion, la veille machine à conformer allait se remettre en marche avec l'aide complice d'une part de ses personnels. Elan libérateur malgré tout comme pour Françoise qui déclare, ce fut « ma revanche contre les profs, les profs de latin, les grands profs en chaire. Je leur apporte la contradiction [...]. Il n'y a plus de relations hiérarchiques [...]. Je ne suis plus rabaissée » (p.368).

Certes la rentrée de septembre-octobre 1968 fut un peu différente des précédentes au moins dans le souvenir de Christophe qui explique : « Après les examens reportés en septembre, les cours reprirent dans une ambiance nouvelle, caractérisée par une plus grande prudence des professeurs en civil (sic). Il fallut un an ou deux pour que les toges réapparaissent chez les plus conservateurs (2), mais leur charme avait disparu avec l'autorité qu'elles étaient censées véhiculer » (p.435). Durant le Mai 68 pédagogique, c'est encore Christophe qui se souvient : « le sacré s'effiloçait, les hiérarchies étaient bousculées, [...]. Et puis l'étudiant de base, qui n'avait alors que le droit d'écouter et d'acquiescer

aux vérités professées, se découvrait un droit d'irrévérence et de contestation ainsi que le pouvoir de la désorganisation institutionnelle » (p. 436). Reste que le bilan à terme fut maigre et vite récupéré par la machine à décerveler et à réduire l'esprit critique. C'est ce que constat Anne : « bien sûr, il y eut quelques suppressions d'estrades dans les classes [...]. Bien sûr, il y eut quelques tentatives d'interactivité en cours entre profs et élèves au lieu des « vieux cours magistraux » (p. 446) mais rien ne changea fondamentalement sur les fonctions réelles du système éducatif. Rien ne changea d'autant que les enseignants et leur syndicat ultra majoritaire à l'époque n'y tenait pas. Michel, instituteur et militant de l'Ecole émancipée constata avec amertume lors d'une délégation au siège de la FEN. « On nous expliqua qu'il fallait rencontrer les responsables des autres syndicats, réunir les instances nationales du SNI et de la FEN... on comprit qu'il ne fallait pas compter sur eux

pour craquer l'allumette « qui mettrait le feu à la plaine. Si les hommes qui ont fait l'histoire de France n'avaient pas eu plus d'énergie que les dirigeants de la FEN et du SNI en 68, les écoliers n'auraient pas besoin d'apprendre les dates de 1789, 1830, 1848, 1871 » (p.424). Si trop souvent, les étudiants furent catalogués de « petits bourgeois » par l'appareil de la CGT et du PC, et tous ne firent pas de brillantes carrières par la suite, même s'il y eut de spectaculaires retournements de vestes. Beaucoup s'inscrivirent en conscience dans le refus de parvenir car « pour nombre d'étudiants, le mouvement de mai fut un moment de remise en cause des préjugés de classe, d'éducation, de croyance, d'appartenance. Un moment d'initiation jusqu'à la découverte de la transgression comme une voie possible de l'éducation à la liberté » (p.436).

Malgré la reculade pédagogique généralisée, quelques acquis demeurèrent, les blouses et les estrades disparurent, l'interactivité pris une pe-

tite place et le pouvoir du savoir fut ébranlé. Pour le reste la Révolution pédagogique échoua, ou plutôt fut remise au pas par les capos du savoir. Néanmoins durant le joli mois de mai l'éducation se fit aussi dans et par l'action, dans la rue, au lycée, à

l'université, à l'usine ou ailleurs dans un dynamique individuelle et collective. Mai 1968, fut donc aussi un grand mouvement de gymnastique révolutionnaire et d'Education populaire émancipateur.

Hugues
Groupe Commune de Paris

(1) Mai 68, par ceux et celles qui l'ont vécu, Editions de l'Atelier et Mediapart, 2018.

(2) A l'époque les profs d'université exerçaient en toge à la manière des avocats.

LUTTES OUBLIÉES

Caumare

NDLR : caumare, bas latin, se reposer durant les fortes chaleurs, donne chômage en français.

43.5 / 43° 30' 0" Nord. 4.11667 / 4° 7' 0" Est. Monsieur Lambda, allongé sur le ventre, a adopté la position du bronzeur couché. Monsieur est seul, Madame a renoncé à ses congés payés pour qu'une collègue puisse en profiter et ainsi accompagner son fils gravement malade...

Quelque part, dans la sous-section 2 de la section 4 du chapitre V du titre II du livre II de la première partie du code du travail : « Congés pour maladie d'un enfant [...] Un salarié peut, sur sa demande et en accord avec l'employeur, renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris, qu'ils aient été affectés ou non sur un

compte épargne temps, au bénéfice d'un autre salarié de l'entreprise qui assume la charge d'un enfant âgé de moins de vingt ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants. Le congé annuel ne peut être cédé que pour sa durée excédant vingt-quatre jours ouvrables. [...] Art. L. 1225-65-2. - La particulière gravité de la maladie, du handicap ou de l'accident mentionnés au premier alinéa de l'article L. 1225-65-1 ainsi que le caractère indispensable d'une présence soutenue et de soins contraignants sont attestés par un certificat médical détaillé, établi par le médecin qui suit l'enfant au titre de la maladie, du handicap ou de l'accident. »

Monsieur Lambda lui avait bien dit à

Madame : « Pas question de renoncer aux arrhes versées pour la location du mobil-home, ce n'était pas aux collègues de palier à la radinerie de son employeur... »

« La solidarité devait être contrôlée sinon, on commence par se refiler des jours de congé, puis un jour on discute des conditions de travail et puis on finit par faire grève ! »

Madame Lambda travaille dans un Casino. Pas de ceux où les rupins vont perdre en quelques heures ce que leurs ouvriers « gagnent » en quelques mois... Plutôt un de ceux où l'on peut acheter des nouilles à crédit pour finir le mois...

Début 2013, le groupe Casino avait installé dans toutes ses boîtes et sous-

boîtes un « plan congé d'aidant familial », qui fixait le principe d'une cagnotte où les salariés pouvaient déposer un maximum de 12 jours par an. Ces jours seraient ensuite redistribués à des « aidants familiaux », (accompagnants d'enfants, de conjoints ou d'ascendants malades ou handicapés). Fin août 2014, selon la direction du groupe, 235 jours avaient été cédés par les salariés et 33 demandes d'aide avaient été déposées.

Et voilà, un patron qui compte sur ses employés pour offrir un peu de cette solidarité inconnue dans ses rayons. Bien sûr que la CFDT avait signé des deux mains, itou la CFE-CGC, pareil pour FO. Seule la CGT n'avait pas signé.

Dans leur Palais Bourbon, les montreurs de marionnettes avaient ensuite légiféré Le 10 mai 2014. Et puis, LOI n° 2018-84 du 13 février 2018 créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap...

La solidarité devait être contrôlée sinon, on commence par se refilet des jours de congé, puis un jour on discute des conditions de travail et puis on finit par faire grève !

Deux mètres plus loin, à vol de mouette, un gosse fait un bonhomme de sable. Monsieur Lambda le regarde en souriant. Trop cher de partir en hiver. Difficile de planter une tente en janvier à Chamonix...

Monsieur Lambda se retourne, histoire d'avoir une cuisson régulière. Doigts de pied en éventail, il oublie les cinq ordonnances réformant le code du travail ont été signées le 22 septembre 2017, vive la rentrée, le dépeçage de la ZAD, le découpage de la Sncf, son neveu bachelier naufragé de parcourup... comme, un autre été, il avait déjà oublié la loi Travail, l'état d'urgence, l'état de guerre, les tas d'états... Il est en va can ces ! Oublié la courbe du « chômage » !

43.5 / 43° 30' 0" Nord. 4.11667 / 4° 7' 0" Est, Plage de l'Espiguette, dans le grand sud du Sud, un an à économiser pour les congés payés.

« Sur la vieille photo jaunie / C'est vos premières vacances. / Vous partez dans

l'insouciance / Sur deux vélos pourris. / De tes mains tu as cousu / Pour dormir une tente. / Vous arrivez, incongrus, / Sur une plage de Charente. / Les bourges ont peur des prolos / Qui envahissent leur enclos. / Mépris, morgue compassée, / Ils vous nomment : congés-payés ! [...] » En avant. François Béranger.

Ce qu'il a pu l'entendre cette histoire, Monsieur Lambda. À chaque repas avec la belle-famille, il y avait droit... 1936, c'est la grève à Billancourt. Renault n'a pas encore embrassé la collaboration. Les ouvriers occupent l'usine. Ils ont juste envie que ça bouge plus que ce que le Front populaire avait prévu. Les gouvernements ont toujours besoin que la rue les stimule.

« La confédération préférerait ferrailer sur la durée de la journée de travail et puis après tout, dans CGT, y a Travail. »

Diviser pour régner... Les congés payés, ça faisait depuis 1853 que les fonctionnaires d'État avaient droit à 15 jours. Merci Napoléon III. Suivirent les employés du métro qui eurent 10 jours en 1900, les salariés des entreprises électriques en 1905 (10 jours) avec une longueur d'avance sur les travailleurs des usines à gaz en 1906 qui eurent aussi leurs 10 jours et ça continue... une semaine pour les employés de bureau et du commerce en 1913, ceux de la Société des transports en commun de la région parisienne touche le pactole (21 jours) après la première boucherie. Ce n'est qu'en 1926 que la CGT inscrit le droit aux congés payés dans son programme, du bout des doigts, le genre de droit qu'elle oubliait de mettre en avant au cours des grèves ou des négociations avec le gang du patronat. Ainsi, chez Renault, en 1935, on préférerait revendiquer un « garage pour les bicyclettes » que des congés au frais du patron. La confédération préférerait ferrailer sur la durée de la journée de travail et puis après tout, dans CGT, y a Travail.

Janvier 36, pas de congés payés prévus dans le programme du Front populaire. La SFIO en défendait cependant le principe mais pas le Parti communiste qui jugeait cette revendication illusoire, exagérée, pourquoi pas contre-productive car elle « déprécierait le peuple qui aime son travail »

« [...] Juste avant c'était Trente-six : / Les prolos font la grève / Pour un peu plus de justice, / Plus de sous, plus de rêve. / Devant l'usine occupée, / A travers les grilles fermées, / Chaque jour tu passais, fidèle, / A mon père sa gamelle. / Les hommes fatigués sourient : / Ils défient l'Ordre Établi.

/ Venus des bals populaires / Des musiciens jouent des airs. [...] » (id.)

Monsieur Lambda est cuit à point. Le moment de rejoindre son camping surpeuplé. Demain, il se lève tôt pour commencer à se remettre au rythme du travail. Ce travail qu'il devra reprendre, cet atelier où il devra se rendre. Se rendre sans conditions.

C'est l'été, le pouvoir en profite. C'est le temps de la cuisson des « congés payés », enfin, pour ceux qui ont pu s'accrocher au wagon. Alors on relâche l'attention, on surveille moins le vol des vautours. Et les maudites lois passent sur la pointe des pieds...

La révolution c'est un peu comme les huîtres, pas les mois sans « r » qui se suivent...

Sur le chemin du retour, Monsieur Lambda salue des cyclistes qui lui rappellent les histoires tant de fois racontées.

« [...] Je vois dans le filigrane / De la vieille photo jaunie, / Derrière vos vieilles bécanes / Défiler tous vos acquis. / Toutes les générations, / Têtues, jamais vaincues. / Leurs luttes contre l'oppression, / Le Front Popu, la Sécu. / Mais la photo s'obscurcit. / Vos victoires sont bafouées. / Le monde regarde, suffoqué, / Revenir la barbarie. [...] » (Id.)

Monsieur Lambda sert les poings. Il a oublié de refaire son stock de cacahuètes pour l'apéro...

« [...] En avant pour le grand bond en arrière ! / En avant ! En avant ! En avant ! » (Le père de François Béranger, militant syndicaliste en 36, avait participé à l'occupation de Billancourt)

Sous la plage, les pavés ?

Biscotte

INTERNATIONAL

Grèce, mai 2018

Grèce, mai 2018

Athènes, mai 2018, après dix années de casse sociale d'une violence inouïe, le berceau de la civilisation européenne est meurtri. Partout règne une atmosphère pesante de misère et de désespoir. La Grèce est au bord de la guerre sociale, dans les caves on aiguise autant les arguments contre les pouvoirs que les couteaux pour s'en défendre.

Dans la capitale près d'un bâtiment sur trois est à l'état d'abandon, dans les campagnes ce sont parfois des villages entiers qui sont sans vie et tombent lentement en ruines.

Les médias, outils du capital, osent parler de reprise de la croissance et de sortie progressive de la crise, tout près de ces kiosques à journaux, dans l'embrasement des portes des commerces fermés depuis longtemps, des hommes et des femmes dorment sur des matelas de fortune, dehors, dans le plus grand abandon.

Dans les quartiers touristiques, les seuls dont les murs ne sont pas encore recouverts de graffitis appelant à l'insurrection, la bourgeoisie en vacances au soleil côtoie la misère, la faim et le dépit d'une part énorme de la population. Ce contraste saisissant nous rappelle que la Grèce a un peu d'avance sur le chemin qu'a pris tout le reste de l'Europe, car, au regard de la situation dans laquelle évolue le mouvement social, nous aussi, tôt ou tard, nous aurons à y faire face.

Le peuple grec paye très cher cette fameuse dette dont il ne peut en aucun cas être tenu pour responsable, comme partout ailleurs, c'est la bourgeoisie exploitante qui s'est goinfrée et en récolte toujours les bénéfices. Ce qui a creusé cette dette c'est la réforme fiscale de 2007 qui a baissé considérablement l'impôt sur la fortune. Ce qui a creusé cette

dette c'est le fait que les puissants armateurs de navires ne payent pas d'impôts, tout comme l'Église orthodoxe ne donne pas un sou à l'État qui pourtant la revendique comme religion officielle. Ce qui a creusé cette dette ce sont les Jeux Olympiques de 2004 dont le coût réel s'élève à plus de vingt milliards d'euros pour des infrastructures aujourd'hui à l'abandon. Ce qui a creusé cette dette c'est le colossal budget militaire de quatre milliards d'euro par an, et les récentes tensions avec la Turquie ne vont pas arranger ce problème.

Qui d'autre que la bourgeoisie corrompue de l'armement, de la construction, de la banque, etc peut être tenue responsable de la situation ? Surtout quand on apprend que près de la moitié de cette dette est due aux ahurissants taux d'intérêt sur les emprunts que l'État grec a contracté dans les banques.

Nous le répétons ce n'est pas la population grecque qui est responsable de la dette, pourtant c'est elle qui la paye et qui chaque jour en subit les funestes conséquences. Depuis 2009 les impôts de la tranche la plus pauvre des contribuables ont augmenté de plus de 300%. En cinq années la valeur des pensions versées aux retraités a baissé de 45%, durant notre séjour nous apprenons même que l'âge de la retraite pourrait bien passer à 72 ans. Quel spectacle déchirant de voir un dimanche, dans les rues d'Athènes, des vieillards à l'ouvrage dans les travaux publics, pioches à la main sous 35°C. Ces derniers, certainement, pensent pouvoir s'estimer heureux d'avoir un emploi quand le chômage des jeunes atteint les 60%. Des chiffres fous comme cela il y en a des plus déchirants encore, depuis 2008 la mortalité infantile a augmenté de 43%, la malnutrition infantile a augmenté de 19%, le nombre

de suicides a augmenté quant à lui de 45%, oui nous parlons toujours de la Grèce, un pays de l'Union européenne.

Qui peut encore nier la violence et l'odeur de cadavres du capitalisme mondial ? Celui qui agresse et étrangle tout un pays pour lui faire les poches. Crise économique, dette, austérité ne sont que des moyens détournés pour parler d'une grave crise humanitaire, avec ses victimes, ses fossoyeurs et ceux qui lui résistent et organisent la solidarité indispensable à la survie.

En Grèce beaucoup ont compris que plus aucun secours n'est à attendre de l'État, que plus aucun changement n'est à espérer des élections. Dans de nombreux endroits, comme à Exarcheia à Athènes, l'anarchisme s'étend en conséquence, presque par logique, en réaction à l'abandon pur et simple du pays et des classes populaires par ses dirigeants.

Il fallait bien organiser l'accueil des réfugiés, victimes des guerres impérialistes qui en Grèce semblent si proches. Les camarades tiennent et organisent des squats de façon exemplaire. Des cuisines sociales et solidaires nourrissent ceux qui en ont besoin, et ils sont nombreux dans ce cas. Les Grecs faisant partie des plus de 30% de la population n'ayant plus de couverture sociale et se voyant refuser l'accès aux quelques hôpitaux encore ouverts peuvent reprendre espoir grâce aux dispensaires médicaux gratuits et autogérés. Les exemples sont nombreux...

La contestation populaire bouillonne, le mouvement se renforce, alors la bourgeoisie prend peur, elle réagit. Pour se prémunir de l'insurrection qui se prépare elle sort son outil le plus violent, celui qu'elle a toujours su manier avec habileté dans les périodes où elle perd la main : le fascisme. Ce cancer qui se nourrit du désespoir et de la souffrance est un risque terrifiant, les Grecs, doivent le combattre.

Déjà on sonne l'alarme, les partisans s'organisent et passent à l'action.

Camardes, nos regards se tournent sur vous, nous vous soutenons et plus encore nous apprenons de vos exemples !

INTERNATIONAL

L'Italie du Mouvement Cinq Étoiles (M5S) et de la Ligue du Nord.

L'Italie du Mouvement Cinq Étoiles (M5S) et de la Ligue du Nord.

Note du MI : l'article suivant, écrit par un camarade italien, se veut dans un premier temps exclusivement descriptif de la situation italienne, suite à quoi pourront paraître d'autres articles proposant des analyses critiques de ce qui s'y produit. Il nous semblait néanmoins nécessaire de commencer à parler de ce qui se passe en Italie en ayant le contexte bien posé.

Le nouveau gouvernement italien est soutenu par deux forces politiques : le « M5S » et la

« Lega ». Comment sont-ils arrivés là ? Qui sont-ils et comment ont-ils été élus ? Les élections

Pour répondre à toutes ces questions, il faut faire un pas en arrière. Les élections du 4 Mars dernier n'ont pas connu de gagnant clair. Aucun des participants n'a atteint la majorité pour gouverner seul. Une première coalition arrive en tête, celle du centre-droit, composée par la « Lega », « Forza Italia » (le parti du Berlusconi), « Fratelli d'Italia » (parti héritier d'une alliance nationale née à son tour du mouvement social italien postfasciste). Mais le premier parti est le Mouvement 5 Étoiles, le parti fondé par le comédien Beppe Grillo et l'homme d'affaire Gianroberto Casaleggio, disparu. Un électeur sur trois a voté pour le « M5S ». De son côté la gauche radicale du « LEU » a été réduite à un score historiquement bas, à savoir 3 %. Battu le « PD », qui a gouverné pendant les cinq années précédentes, atteint lui 18 %. Le Président de

la République, qui doit pouvoir former un gouvernement, a exploré deux chemins : un accord entre « M5S » et centre-droit ; un accord entre

« M5S » et « PD ». La première tentative s'est soldée par un échec suite au refus mutuel entre « M5S » et « ForzaItalia ». La seconde n'a même pas été explorée car Matteo Renzi a opposé un veto à ce rapprochement.

« Mais le premier parti est le Mouvement 5 Étoiles, le parti fondé par le comédien Beppe Grillo et l'homme d'affaire Gianroberto Casaleggio, disparu. »

Face à cette situation apparemment sans solution, le Président a suggéré la mise en place d'un gouvernement technocratique, en proposant la nomination de Carlo Cottarelli, ancien commissaire de la Commission d'examen des dépenses. Alors que toutes les forces politiques ont annoncé leur refus de soutenir le gouvernement Cottarelli, les dirigeants de la Lega et du M5S, Matteo Salvini et Luigi Di Maio, se sont rencontrés pour discuter d'une alliance en vue de la formation d'un gouvernement commun. Ils se mettent d'accord sur un troisième nom, Giuseppe Conte, un professeur d'université débutant en politique, qui occupera le poste de Président du Conseil.

Le dernier obstacle à la naissance du gouvernement est la proposition du professeur Paolo Savona en tant que ministre de l'économie. Le président de la République Mattarella a exercé son droit de veto sur ce nom en rejetant la proposition du gouvernement Conte. Paolo Savona avait déjà été ministre en Italie, mais le refus de Mattarella est né des positions que Savona a pris envers l'Euro ces der-

nières années, où il a développé des idées pour un plan de sortie de la monnaie unique. Le refus de Mattarella a provoqué plusieurs jours de confrontation politique et institutionnelle. Le « PD » a annoncé une manifestation de soutien au président Mattarella. De son côté le « M5S » a organisé une manifestation contre Mattarella, le menaçant d'accusation (l'équivalent de l'impeachment américain ou la chambre législative peut destituer un Président). La situation est résolue par Salvini,

le leader de la « Lega », qui propose à Di Maio de chercher un autre nom à la place de Savona, pour sortir de la crise. Un nom moins dangereux est ainsi ajouté à l'économie et le gouvernement obtient l'accord du Président de la République. Au Parlement, le gouvernement gagne sa confiance grâce aux votes de la « Lega » et du « M5S ». Les figures clés de ce nouveau gouvernement sont les deux vice-présidents : Salvini, ministre de l'Intérieur et Di Maio, ministre du Travail et du Développement économique.

Mais qui sont la "Lega"? Le "M5S"? Commençons par la "Lega". La "Lega Nord" est créée dans les années 80 (actuellement c'est le plus vieux parti politique d'Italie). Depuis presque trente ans, il s'est présenté comme un parti territorial, dont la mission est l'indépendance, l'autonomie ou la sécession de « la Padania » (terme utilisé pour désigner les régions du nord de l'Italie). Il est à la tête de deux des régions les plus riches d'Italie, la Vénétie et la Lombardie. A l'époque de Berlusconi il a obtenu plusieurs ministères dans ses gouvernements et a déjà

eu ses propres hommes dans des postes clés (par exemple Maroni en tant que ministre de l'Intérieur). Le secrétaire historique Umberto Bossi a été contraint de démissionner en 2012 en raison d'un scandale lié à l'utilisation à des fins privées de fonds publics pour son parti. Après cet épisode, la Ligue connaît une perte constante de soutiens. Après une courte gestion de Maroni, le parti s'appuie sur Salvini. Salvini décide de porter le parti au Sud, et non plus seulement dans les régions riches de l'Italie. D'abord avec un mouvement appelé "Noi con Salvini" (Nous avec Salvini), l'année dernière éliminant le mot Nord du nom du parti. Progressivement, les thèmes régionaux ont été abandonnés et l'accent a été mis sur les questions nationales : immigration irrégulière, sécurité, autodéfense, retraites (contre la réforme "Fornero" lancée par le gouvernement technique de Monti). Le slogan, emprunté à celui de Trump, est "Les italiens d'abord !". Sur cette base, Salvini s'est rapproché - en Europe et en dehors de l'Europe - de plusieurs représentants de la nouvelle extrême-droite: Le Pen, Orban, Trump, Poutine. Ce programme politique lui a permis d'atteindre un double objectif : faire de la Lega le premier parti de la coalition de centre-droit (passant de 4 à 17% en cinq ans) et s'introduire dans le centre et le sud de l'Italie.

« Le slogan, emprunté à celui de Trump, est "Les italiens d'abord !". Sur cette base, Salvini s'est rapproché en Europe et en dehors de l'Europe de plusieurs représentants de la nouvelle extrême-droite : Le Pen, Orban, Trump, Poutine. »

Le "M5S". Le "mouvement cinq étoiles" est né à l'initiative de l'humoriste Beppe Grillo et de l'entrepreneur informatique Gianroberto Casaleggio. Le "M5S" ne se définit pas comme un parti et il oppose à la démocratie des partis une démocratie directe qui a sa place d'expression sur le web. Le mouvement ne se définit ni à droite ni à gauche, il est « post-idéologique ». Une forte accusation de protestation contre les partis a en effet brisé la bipolarité entre le parti de centre-droit dirigé par Berlusconi, "Il Popolo della libertà", et le parti de centre-gauche, "Il Partito democratico", ce qui fait du mouvement une forme d'ovni politique, rappelant sans doute les mutations nouvelles du Front National en France. Pourtant le mouvement a des thèmes récurrents :

les questions environnementales (eau, énergies renouvelables, opposition aux grands travaux), la lutte contre la corruption et les conflits d'intérêts, la réduction des coûts de la politique et les privilèges des politiciens. Des positionnements qui apparaissent de prime abord « de gauche ». Lors des différentes élections de 2009 à 2018, le "M5S" a conquis des positions importantes. Il a d'abord été en mesure d'élire des

maires dans des municipalités de taille moyenne comme Parme. Puis aux élections de 2013 le mouvement est la première force politique d'Italie. La coalition gagnante était alors celle du centre gauche, mais elle n'avait pas assez de voix pour gouverner. Bersani, le chef de la coalition de centre-gauche, a proposé au "M5S" de rechercher un accord pour la formation du gouvernement, ce que le mouvement a refusé. Au cours de ces cinq dernières années, le "M5S" a continué à obtenir de bons résultats aux élections locales (obtenant également l'élection du maire de Rome et de celui de Turin), jusqu'à 32% pour les dernières élections. Il est désormais de loin le plus grand parti au Parlement.

Comment cet accord entre "M5S" et "Lega" est-il possible ?

Tout d'abord, et c'est un cas unique dans l'histoire de l'Italie, le gouvernement est lié à un programme, un contrat fixé entre les deux mouvements. Ce n'est donc pas un programme électoral, mais un programme post-électoral qui lie le programme du gouvernement. A quoi ressemble-t-il ? C'est en fait un mélange étrange. Sur les questions socio-économiques, c'est un programme que nous pourrions définir de gauche: une révision du système d'allocations de chômage (ils l'appellent revenu de la citoyenneté), révision du mécanisme de retraite, augmentation des retraites, attention aux formes non traditionnelles de travail. Sur l'Europe le contrat est plus souple que la version initiale, mais en tous cas il semble prendre le plus important des thèmes sur la table pour l'Italie : la gestion des débarquements. La partie du programme relative à ce thème et à la justice est bien plus droitrière : "M5S" et "Lega" partagent l'idée qu'il faut plus de sécurité, des peines plus dures sans mesures alternatives (bracelet électronique, résidences surveillées, réinsertion par le travail pu-

blic), et avec des procès plus courts et plus rapides.

« Un vrai bras de fer avec l'Europe s'inaugure sur ce bateau. Au centre de ces débats, 600 migrants. »

Comment se présentent ces premières semaines de gouvernement ?

La Lega semble dicter la ligne politique. Salvini a immédiatement acquis une grande visibilité et un grand écho médiatique, grâce à son statut de ministre de l'Intérieur. Le casus belli était l'histoire de l'Aquarius, un navire d'une ONG qui avait sauvé environ 600 migrants dans les eaux libyennes. Comme le navire se trouvait près de Malte, l'Italie a demandé que ce soit ce pays qui permette au navire d'amarrer. Malte a refusé cette autorisation. À ce moment, Salvini envoya même des patrouilleurs navals avec des médecins prêts à intervenir en cas d'urgence, et il a fermé les ports italiens au navire. Un vrai bras de fer avec l'Europe s'inaugure sur ce bateau. Au centre de ces débats, 600 migrants. L'objectif politique de Salvini est clair : théâtraliser devant le public européen la situation dans laquelle se trouve l'Italie (avec la Grèce). Le bras de fer est entièrement gagné par Salvini. En fin de compte, le navire Aquarius a été accueilli par l'Espagne du Premier ministre Sanchez. En Europe, un front semble s'être ouvert sur cette question. Merkel et Macron (bien que pendant la crise, ce dernier s'est exprimé très durement contre Salvini et le gouvernement italien) sont maintenant ouverts à une discussion sur cette question. Naturellement au centre de tout cela il y a la révision du Traité de Dublin, le Dublin 4, qui, dans sa formulation originale, bien que partageant plus équitablement la charge des migrants entre les pays européens, a rendu le fardeau des pays les plus exposés encore plus lourd : Italie, Grèce, Chypre et Malte. On peut ainsi dire que la situation de crise connue par l'Italie, et donc la hausse des partis d'extrême droite, est aussi l'effet de politiques européennes institutionnelles.

Après la conclusion de l'affaire Aquarius, Salvini a fait un rapport au gouvernement avec un discours très dur. Il développe dans celui-ci d'une part le rôle positif de l'Italie qui a garanti selon lui des conditions de sécurité aux passagers du navire, d'autre part il a fortement réitéré le rôle

de spectateur indifférent de l'Europe. Il a parlé d'un business d'immigration à vaincre. Encore plus récemment, il y a quelques jours, une autre polémique provenant du ministre de l'Intérieur, cette fois-ci concernant les « Roms », a éclaté. Salvini a lancé l'idée d'un recensement des « Roms » présents en Italie. Ces demandes ne sont pas nouvelles : des recensements de camps de gens du voyage ont déjà été conduits dans le passé à la fois à Milan et en Émilie-Romagne.

« La "Lega", s'est imposée comme le premier parti, il prend ainsi des voix à ses anciens alliés politiques et la prochaine étape est certainement la prise de pouvoir sur son propre allié gouvernemental. »

Comment cataloguer ce gouvernement ? Cette rencontre entre deux mouvements politiques différents ? Qu'ont-ils en commun ? S'il est vrai que géographiquement ils ne coïncident pas, parce que la "Lega" se définit comme de droite alors que le "M5S" rejette les catégories de droite et de gauche, ils se mettent tous deux du côté des gens contre les élites. Des élites qui comprennent à la fois des intellectuels, des financiers, des politiciens, des lobbies internationaux. Les deux partis ont en commun la haine et la répulsion envers la culture chrétienne-démocrate également. Cela se comprend lorsque l'on sait que la démocratie chrétienne a été pendante près de cinquante ans le souverain incontesté de la politique italienne. Sous la soi-disant Deuxième République ce mouvement démocrate-chrétien, même s'il n'existe plus comme parti, est demeuré un mouvement central de la politique italienne. Son but était de trouver un compromis à tout prix en éliminant ainsi les extrêmes de l'échiquier politique. Toutes ces caractéristiques, qui définissent la culture chrétienne-démocrate, ont disparu (avec ses hommes absents pour la première fois dans le gouvernement du pays) avec le gouvernement "Lega-M5S".

Alors que nous assistons à l'hostilité presque totale des grands médias (tous les grands réseaux de télévision - les trois publics, les trois appartenant à la famille Berlusconi, l'indépendant La 7 - sont définitivement contre le gouvernement ; contre le gouvernement aussi le groupe RCS du Corriere della Sera et plus encore celui de la famille De Benedetti L'Espresso / Repubblica), le soutien de la population a même augmenté par rap-

port aux données des politiques. Si le "M5S" perd un peu de soutien (selon les derniers sondages, 29% contre 32% dans les sondages), la Ligue passe elle de 17% à 29% des intentions de vote. On peut résumer cela de la manière suivante :

- 1) La "Lega", s'est imposée comme le premier parti, il prend ainsi des voix à ses anciens alliés politiques et la prochaine étape est certainement la prise de pouvoir sur son propre allié gouvernemental.
- 2) Le "PD", parti démocrate, qui a gouverné pendant longtemps, a connu une hémorragie de votes impressionnante. Le parti ne semble pas pouvoir se remettre sur pieds malgré les semaines de conflits ouvertes pour le nouveau gouvernement.
- 3) Le "M5S", établi en tant que premier parti, perd une part de soutien faible mais significative. Cette baisse de soutien émane probablement de la partie la plus à gauche de son électorat. Cela ne revient pas à un retour vers le PD, mais plutôt à de l'abstentionnisme.

Une classe moyenne appauvrie, une croissance de la population en difficulté (travailleurs, chômeurs, retraités) a vu dans les actions de l'ancien gouvernement de centre-gauche une trahison définitive de leurs revendications. Aujourd'hui, ils voient dans ce nouveau gouvernement au moins une réponse à certains de leurs besoins : le contrôle des quartiers, la solution de la dégradation de certaines zones urbaines avec une forte présence étrangère, des aides pour les chômeurs. Si le gouvernement actuel réussit à prendre certaines mesures en ce sens, il sera difficile pour une gauche, lointaine sur les questions économiques et sociales, fortement influencée par l'idéologie sans frontières et très centrée sur les droits civils, de retrouver l'électorat perdu.

Alessandro Porcelluzzi

ÉCOLOGIE

Lettre ouverte à Nicolas Hulot

En déclarant dans « Osons. Plaidoyer d'un homme libre (Les liens qui libèrent) », vomi en 2015 :

« Osons dire que la violence capitaliste a colonisé tous les cercles du pouvoir » tout en participant à un gouvernement qui massacre un à un tous les acquis sociaux, vous aviez déjà mis en évidence votre forte résistance à la schizophrénie. En novembre 2017, vous reconnaissiez que la France ne pourra pas ramener la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % en 2025 ; l'essentiel étant bien de tromper l'opinion pour parvenir au pouvoir. Aujourd'hui, vous nous gratifiez de la médiocrité déconcertante de votre analyse politique. Au cours d'un entretien à Nantes concernant les négociations sur l'avenir de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, vous affirmez : « L'écologie n'est pas l'anarchie ». Eh bien, justement, si ! Mais pas l'anarchie telle que la présentent les réactionnaires, les pervers et ceux qui s'enivrent de leurs discours, c'est-à-dire « violence », « désordre », « confusion », « chaos ». Non, l'anarchie telle que la concevait, entre autres, Elisée Reclus, géographe anarchiste (1830-1905), considéré aujourd'hui comme un des pionniers de l'écologie, quand il écrivait : « L'anarchie, c'est la plus haute expression de l'ordre ».

« Sur l'avenir de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, vous affirmez :

« L'écologie n'est pas l'anarchie ». Eh bien, justement, si ! ... L'anarchie telle que la concevait, entre autres, Elisée Reclus : « L'anarchie, c'est la plus haute expression de l'ordre ».

Avec l'aplomb qui sied aux ignorants et aux incultes, vous discréditez ainsi un mode exigeant d'organisation sociale dont vous ne soupçonnez sans doute pas la pertinence. Dans le cas contraire, vous auriez déjà capté que l'écologie, ce n'est pas le capitalisme ; c'en est même l'exact opposé. C'est pourquoi, quand vous déclarez à l'Assemblée nationale, en novembre 2017, que le bilan de la COP 23 est « en demi-teinte », soit vous n'avez rien compris à la dynamique du capitalisme, soit vous leurrez délibérément la population en laissant entendre que ce système pourrait résoudre la « question écologique ».

« L'écologie, ce n'est pas le capitalisme ; c'en est même l'exact opposé. L'écologie, c'est la gestion des écosystèmes dont les équilibres se sont ajustés finement sur des millénaires. L'écologie ne peut donc se concevoir que sur le long terme . »

L'écologie, c'est la gestion des écosystèmes dont les équilibres se sont ajustés finement sur des millénaires. L'écologie ne peut donc se concevoir que sur le long terme. Pour régénérer une forêt ou un lac, pour qu'un sol reconstitue son humus, il faut des dizaines d'années, voire un siècle ou deux.

Le capitalisme, au contraire, c'est la recherche de l'accumulation du profit maximum dans le temps le plus réduit possible. Il ne peut opérer que sur le court terme ; c'est pourquoi un propriétaire forestier plantera des peupliers ou des résineux plutôt que des

hêtres ou des chênes, avec l'acidification, c'est-à-dire le ralentissement de l'activité biologique des sols, comme conséquence. Le capitalisme est donc incapable de prendre en compte les intérêts écologiques. Il y a de fait un « télescopage » entre le temps géologique et le temps industriel.

« Le capitalisme, au contraire, c'est la recherche de l'accumulation du profit maximum dans le temps le plus réduit possible ... »

« Ce sont deux logiques qui s'affrontent : celle, précisément, de l'économie et celle du vivant . »

Comme le notait l'économiste et spécialiste du développement René Passet dans *L'économie et le vivant*, ce sont deux logiques qui s'affrontent : celle, précisément, de l'économie et celle du vivant. Alors que la nature maximise des stocks (la biomasse) à partir d'un flux donné (le rayonnement solaire), l'économie (capitaliste en l'occurrence) maximise des flux marchands en épuisant des stocks naturels – c'est ce qu'on appelle la « marchandisation du vivant ». C'est-à-dire faire de l'argent avec le moindre litre de pétrole, avec le moindre kilo de charbon.

La nature fonctionne de manière cyclique (les grands cycles biogéochimiques – de l'eau, du carbone... - la photosynthèse). L'homme a rompu cette circularité en créant des déchets que la nature ne sait pas reconnaître, et qu'elle ne peut donc pas recycler. L'économie capitaliste fonctionne, elle,

de manière linéaire. Elle est donc incapable d'assurer la continuité de la vie. C'est dire qu'en cautionnant le macronisme, en jouant les « idiots utiles » du gouvernement, en prenant – ou en laissant prendre – des

décisions contraires à la protection de l'environnement et de la santé publique (autorisations de contournements autoroutiers, d'un permis d'exploration au bénéfice de Total, revirements sur les perturbateurs endocriniens ou le glyphosate, remise en cause de la loi littoral...), vous renforcez la logique d'aménagement capitaliste du territoire, vous défendez un système suicidaire, dont le processus de décomposition est déjà largement amorcé.

Contrairement à ce que vous proclamez, de nombreuses similitudes entre le projet anarchiste et la prise en compte des contraintes écologiques – voire de la décroissance – sont évidentes. La (re)localisation de la production, c'est-à-dire l'échelle humaine préconisée pour les structures sociales (quartier, commune, coopérative, circuit court...), non seulement limite la débauche absurde d'énergie fossile qu'engendre l'économie capitaliste mondialisée, mais favorise la maîtrise du processus économique, l'autonomie, la capacité politique à gérer sa propre existence. (Re)localiser, c'est aussi tenter de reconquérir des savoirs et savoir-faire locaux artisanaux, agricoles contre la mainmise des experts par le truchement de la technologie, et leur prétention à imposer un modèle unique.

« Contrairement à ce que vous proclamez, de nombreuses similitudes entre le projet anarchiste et la prise en compte des contraintes écologiques – voire de la décroissance – sont évidentes . »

Contre la tyrannie du temps, du « clé en main » industriel, du gadget ou du jetable, l'essentiel est d'expérimenter, de faire soi-même, de renouer avec des gestes quotidiens liés aux besoins « vi-

taux » (se nourrir, se vêtir, se loger...), de revendiquer le plaisir de vivre sans procuration. En réduisant la richesse aux seules dimensions matérielles, le capitalisme a vidé de leur sens toutes les autres formes de richesse (la dignité, l'hospitalité, le partage, la coopération, le sens de la mesure et de la frugalité), interdisant toute émancipation.

Parallèlement sont dénoncés la « dictature » des besoins, le matraquage publicitaire, l'abrutissement culturel, la lobotomisation par les médias, l'obsession du consumérisme. Dans la société précapitaliste, c'est la demande qui détermine l'offre ; désormais, c'est la production qui stimule la demande par des besoins artificiels : d'où le refus des limites, le gaspillage systématique.

Dans le même entretien, en moralisateur hautain stigmatisant les « jusqu'au-boutistes » et les

« radicaux », vous rappelez que « tout ce qui est illégal est appelé à disparaître » (de la ZAD). Est-ce l'hypocrisie ou Alzheimer qui vous font « oublier » que l'État fondé, comme le capitalisme, sur la violence et la dépossession, s'assoit sur ses propres lois ? La liste serait longue et fastidieuse des exemples d'illégalités dont les garants de la « République » sont responsables (mais pas coupables) : permis de construire, autorisations de gros élevages, attribution de subventions, panneaux publicitaires, multiples infractions au Code de l'environnement non sanctionnées, réglementation anti-mendicité dans certaines villes, expulsion de personnes vivant dans des bidonvilles, vaccins obligatoires combinés à d'autres qui ne le sont pas,

stockage de millions d'empreintes... Et – beaucoup plus grave – pour de nombreux Etats, complicité entre les réseaux criminels et les économies nationales, en matière de drogues, de blanchiment ou de trafic d'êtres humains.

« l'État fondé, comme le capitalisme, sur la violence et la dépossession, s'assoit sur ses propres lois . »

Comme l'aurait sans doute dit Coluche, quand un ministre de la Transition écologique, habitué des grand-messes environnementales, déclare neuf véhicules à moteur et affiche un patrimoine total supérieur à 7,2 millions d'euros, il devrait fermer sa gueule... Ce qui ne suffirait évidemment pas à construire une société libertaire.

Jean-Pierre TERTRAIS mai 2018

AFFICHE

À propos de « Dédicaces » de Freddy Gomez

Dédicaces – Un exil libertaire espagnol - 1939/1975 (éd. rue des cascades)

Freddy Gomez, auteur de cet ouvrage, nous avait déjà dévoilé dans un autre livre (Éclats d'anarchie – passage de mémoire) une partie de son cheminement personnel dans la mouvance libertaire, et plus précisément les liens familiaux et autres qui le rattachent à l'exil libertaire espagnol. Il avait alors opté pour la forme entretiens/échanges et questions/réponses avec le concours du camarade Guillaume Goutte. Cette fois-ci il a choisi une formule à une seule voix pour nous offrir ce qu'on pourrait définir comme une fiction historique. Fiction, car basée sur le parcours d'un compagnon imaginaire (Cristobal Barcena), pas si imaginaire que ça d'ailleurs, car étant un mélange de plusieurs compagnons et de lui-même. En suivant Barcena, nous voilà plongés dans les méandres de l'exil de ces anarchistes espagnols membres de la CNT (Confédération nationale du travail), pour qui le combat antifasciste continua de longues années pendant la dictature instaurée par Franco, Outre-Pyrénées. Tout au long de Dédicaces nous croisons des militants connus (ou moins connus), dont les noms nous rappellent des pans entiers de notre propre vie militante ici en France, quand cette lutte pour une Espagne libre se confondait avec notre désir d'émancipation et d'activités pour une révolution sociale et libertaire. Au fil des pages nous rencontrons évidemment les historiques García Oliver, Montseny, Mera, Peirats, Fernando Gomez, Alberola ... mais aussi les Camus, Breton, Sartre, Robin, Joyeux, Brassens ... du beau linge pourrait-on dire trivialement. Originalité de l'ouvrage de Freddy

Gomez : au milieu de tous les personnages évoqués pour qui

l'Organisation (CNT) passait avant tout, le « héros » (C. Barcena) lui, doute de plus en plus d'un hypothétique retour victorieux au pays ; ce qui ne l'empêche pas d'apporter son aide à ses compagnons pour qui chanter « même si la douleur et la mort nous attendent » (Paroles de « A las barricadas », hymne de la CNT) n'était pas une simple formule mais une conviction profonde. Cristobal Barcena est aussi plongé dans les luttes fratricides de son propre camp. C'est que trente-six ans d'exil c'est long, suffisamment long pour que tendances, stratégies divergentes, rancœurs, s'installent, s'opposent et débouchent sur des pratiques parfois (souvent) éloignées de l'idéal du 19 juillet 1936. C'est en cela que ce livre nous interpelle : Barcena est « décalé » dans cette mouvance libertaire exilée. Aider la cause oui, l'Idée oui, mais sans illusion voire avec scepticisme, même quand on pense comme Bakounine que « c'est en cherchant l'impossible que les hommes ont réalisé le possible ». En avançant dans la lecture de Dédicaces une certaine nostalgie se dégage, qui peut laisser un goût amer : Franco est mort dans son lit, tranquillement, et qui plus est après avoir préparé son héritage politique qui devait déboucher sur cette fameuse « transition » pseudo-démocratique à laquelle toutes les organisations politiques et syndicales dites progressistes devaient souscrire pour être légalisées et récupérer un droit à la parole. Toutes ont signé ce pacte, socialistes et communistes compris. Exception faite évidemment de la CNT anarcho-syndicaliste. Mais le temps et la répression avaient fait leur œuvre : à l'intérieur du

pays, le mouvement libertaire n'était plus cette force vive d'avant 1939 et, en exil, les déchirements/scissions/réunifications/re-scissions n'avaient pas arrangé les choses. Cristobal Barcena, et à travers lui, beaucoup d'autres, avaient fait le choix de préférer « la fierté des défaites à l'amertume des fausses victoires ». Lecteurs et lectrices se feront leur propre opinion sur cette histoire dans l'Histoire. Une dernière observation et qui a son importance à propos de ce livre : l'ami Freddy nous a habitué depuis longtemps déjà à une écriture aussi agréable, précise et limpide, qu'enlevée et acérée ; une fois encore le style est superbe. N'attendez pas la fin de cette recension pour vous précipiter chez votre libraire préféré et vous procurer ces Dédicaces.

À noter enfin que cette « fiction-historique » est judicieusement complétée par une chronologie fort utile de cet exil libertaire espagnol, qui 80 ans après, nous interpelle toujours aussi fort.

Ramón Pino (Groupe anarchiste Salvador-Seguí)

INTERNATIONAL

Arthur Cravan : insoumis, poète, boxeur et conférencier

L'auteur de bandes dessinées Jack Manini vient de réaliser un roman graphique consacré à Artur Cravan.

L'INSOUMIS

De son vrai nom Fabian Lloyd, Arthur Cravan naît à Lausanne en 1887. Il est de nationalité anglaise par son père qui ne s'occupe absolument pas de lui. Sa mère Nelly est française, elle se remarie avec le docteur Grandjean. Arthur a un frère, Otho. Le poète Oscar Wilde (1854-1900) est le mari de la sœur de son père. Arthur Cravan se revendiquera avec fierté de ce parent et se présentera comme l'authentique neveu d'Oscar Wilde.

Arthur Cravan est viré de partout : école, lycée, travail. A 16 ans, il dort sous les ponts de Londres puis traverse les États-Unis, de New York à la Californie. Pour survivre, il est marin, muletier ou cueilleur d'oranges. En 1904, à Berlin, il passe son temps à fréquenter les drogués, les prostituées et les homosexuels. On lui conseille vivement de quitter la ville. La même année, il aurait participé à un cambriolage à Lausanne. Il se vante d'ailleurs d'être l'auteur de plusieurs vols et d'attaques à main armée. En 1906, il est homme de chauffe sur un cargo. Il déserte en Australie où il exerce le métier de bûcheron. Les années suivantes, on le retrouve à Munich avec son frère qui étudie la peinture, puis à Florence et ensuite à Paris. Il est l'ami du critique d'art Félix Fénéon et du peintre Kees Van Dongen, tous deux anarchistes. C'est en 1910 qu'il prend le pseudonyme d'Arthur

Cravan. On ne sait toujours pas s'il s'agit d'un anagramme, du nom d'une ville ou bien d'une oie sauvage. Il exerce alors la profession de marchand d'art.

Entre 1914 et 1918, il semble faire tout ce qui est possible pour échapper à la mobilisation et à la guerre. En 1914, il voyage à travers les Balkans. Le 16 août à Athènes, il se fait passer pour un Canadien. En 1916, il est à Barcelone. En 1917, il s'embarque à nouveau pour les États-Unis. Après avoir zoné dans Central Park à New York, il rencontre Mina Loy (1882-1966), poète anarchiste et futuriste. Le futurisme n'est alors pas fasciste, il le deviendra après 1918 en Italie avec Marinetti. Arthur Cravan est en possession d'un passeport russe et il semble qu'il cherche à obtenir le statut d'objet de conscience. Au mois de

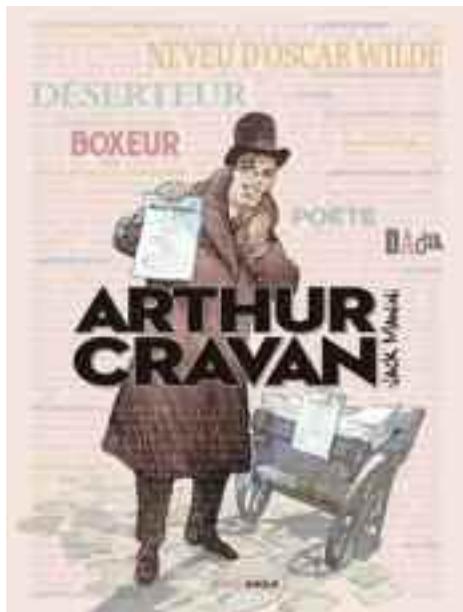
septembre 1917, il parcourt le nord-est des États-Unis et le Canada en auto-stop. Il est parfois déguisé en femme. En octobre, il se fait embaucher sur un bateau danois puis sur une goélette mexicaine. Son projet est de rejoindre Buenos Aires en Argentine.

Le 17 décembre, on le retrouve sur la frontière mexicaine. « Je suis l'homme des extrêmes et du suicide », écrit-il alors. Mina Loy le rejoint à Mexico où ils se marient. Cette année-là, il acquiert la nationalité mexicaine. Ils voyagent ensemble au Mexique, au Brésil et au Pérou. Mina Loy part seule pour Buenos Aires, Arthur Cravan devant la rejoindre plus tard. Ils ne se reverront jamais. Plusieurs versions de sa mort ont été avancées. Mina Loy apprendra que deux corps d'hommes abattus ont été retrouvés sur la frontière du Mexique, le signalement de l'un d'eux pouvant correspondre à Arthur Cravan. Pour le poète Williams Carlos Williams, il aurait disparu en mer au large de l'Amérique centrale. Pour André Breton, c'est dans le golfe du Mexique que sa légère embarcation aurait sombré. La fille de Mina et d'Arthur, Fabienne, naît en avril 1919 en Grande-Bretagne.

LE POÈTE

L'œuvre connue d'Arthur Cravan se compose d'une dizaine de poèmes et d'exercices poétiques, des cinq numéros de la revue *Maintenant*, de notes, de quelques articles et de lettres.

On suppose que Cravan est le rédacteur



unique de Maintenant. Il signe les articles de divers pseudonymes : Marie Lowitska, Robert Miradique ou bien Edouard Archinard où l'on reconnaît presque l'anagramme du mot anarchie. On retrouve le nom d'Archinard sur des peintures qui ont été exposées en 1914 chez Bernheim Jeune. À cette époque, Félix Fénéon y travaillait et l'on sait qu'il possédait plus tard quatre de ces toiles.

Les cinq numéros de Maintenant proposent quatre poèmes, trois textes sur Oscar Wilde, une satire de critique d'art ainsi que des notes et annonces plus ou moins fantaisistes.

Le numéro 1 de Maintenant paraît en avril 1912. Il le vend lui-même sur une

poussette, accompagné de divers personnages (un boxeur, un peintre hongrois etc.). On peut y lire un poème et un document sur Oscar Wilde. Avant l'âge de 30 ans, Arthur Cravan se désintéressait totalement de la littérature. Il projette désormais de se faire passer pour mort afin de mieux attirer l'attention sur son œuvre.

Dans le numéro 2 (juillet 1913), il raconte sa rencontre avec André Gide. Elle commence par : « - Qu'avez-vous lu de moi ? - J'ai peur de vous lire (monsieur Gide) ». Elle se termine par : « - Monsieur Gide, où en sommes-nous avec le temps ? - Il est six heures moins un quart » !

Dans le numéro 3 (octobre-novembre 1913), il prétend qu'Oscar Wilde est toujours en vie et qu'il l'aurait même rencontré le 23 mars 1913. À noter qu'à cette date, Oscar Wilde est enterré au Père-Lachaise depuis 13 ans !

Le numéro 4 est consacré au Salon des Indépendants. Il vend le journal aux portes du Salon. Tous les peintres exposés en prennent pour leur grade. Seul, Van Dongen trouve grâce à ses yeux car il avait le bon goût d'organiser des matchs de boxe dans son atelier. Au Salon, Arthur Cravan est pris à partie par une dizaine de personnes qui veulent lui régler son compte. Pour défendre Marie Laurencin qui est insultée, Apollinaire provoque Cravan en duel. Il sera même condamné à 8 jours de prison pour injures envers elle. Bien qu'ami de Sonia Delaunay, il la critique sévèrement. Ils se réconcilieront cependant l'année suivante. « L'Art avec un grand A, est au contraire, chère mademoiselle, littérairement parlant, une fleur (ô ma gosse !) qui ne s'épanouit qu'au milieu des contingences, et il n'est point douteux qu'un étron soit aussi nécessaire à la formation d'un chef-d'œuvre que le loquet de votre porte, ou, pour frapper votre imagination d'une manière saisissante, ne soit pas aussi nécessaire, dis-je, que la rose délicieusement alangourée qui expire adorablement en parfum ses pétales languissamment rosés sur le paros virginale-ment apâli de votre délicatement tendre et artiste cheminée (poil aux nénés) ».

« Il faut absolument vous fourrer dans la tête que l'art est aux bourgeois et j'entends par bourgeois : un monsieur sans imagination ».

Dans le numéro 5 (mars-avril 1915), il écrit un texte intitulé Poète et boxeur.

LE BOXEUR

Arthur Cravan met sur le même plan la boxe et la poésie. Dès 1910, il pratique la boxe avec son frère. Il devient même champion mi-lourd des novices amateurs puis champion de France. En 1914, il participe à un match à Athènes. Sur les affiches, il est présenté comme boxeur canadien.

En 1916, il est professeur de boxe à Barcelone. Au mois de mars, un match important est organisé. Il va rencontrer Jack Johnson, champion du monde mi-



lourd. Il s'agit en fait d'une grosse escroquerie. Johnson s'est enfui des États-Unis, accusé de proxénétisme. C'est un boxeur presque fini. Bien que mis knock-out au sixième round, Cravan touchera une partie de la recette. À noter que le match fut arbitré par un certain Tony Bastos, un nom pareil ça ne s'invente pas !

En 1918, il enseigne encore la boxe à Mexico.

LE CONFÉRENCIER

Pour défendre ses idées sur l'art, la poésie ou l'humour, Cravan organise des conférences d'un genre bien particulier. « Qu'on le sache une fois pour toutes : je ne veux pas me civiliser ».

Le 13 novembre 1913, il engueule le public présent et fait mine de se suicider.

Le 27 novembre 1913, au cercle de la Biche, il réclame le silence à coups de gourdin et au son d'un trompe. Il regrette que le choléra n'ait pas emporté à 30 ans tous les grands poètes. Il raille Marinetti. Il défend la vie moderne, ardente et brutale...

Le 5 juillet 1914, avant de parler, il tire des coups de pistolet. Tantôt riant, tantôt sérieux, il profère des insanités contre l'art et la vie. En se dandinant et en lançant des injures, il fait l'éloge des sportifs, des homosexuels, des fous et des voleurs.

A New York, une conférence est organisée le 19 avril 1917, à l'occasion de l'exposition des Indépendants. Soulé par ses amis Marcel Duchamp et Francis Picabia, il monte ivre mort sur scène. Il ne prononce pas un mot et commence un strip-tease devant un parterre de dames venues écouter une conférence sur l'art. La police intervient. Il est condamné à huit jours de prison et à payer une amende.

Un autre jour, il provoque un nouveau scandale au Bal des Artistes où il se rend vêtu d'un drap et la tête recouverte d'une serviette de bain. Il déclare alors à Mina Loy : « Tu devrais venir vivre avec moi dans un taxi : nous pourrions avoir un chat ».

Arthur Cravan disait de lui-même : « Je suis toutes les choses, tous les hommes,

et tous les animaux ». Il attaquait la société bourgeoise et surtout l'art qu'il considérait comme une imposture suprême. Pour lui, tout art est superflu et même dangereux en tant qu'expression d'une société à l'agonie. Seule comptait pour lui l'intervention de la personne, c'est-à-dire la vie au lieu de l'art. Il s'en prenait à l'intellectualisme de certains cercles parisiens des années 1910. Par ses provocations, sa critique de l'art et des pseudo-avant-gardes, il est le précurseur des dadaïstes qui étaient fascinés par sa personnalité. Pour Blaise Cendrars, « Dada est Dada et Arthur Cravan est son prophète ». On doit à André Breton et aux surréalistes d'avoir sauvé son œuvre et sa mémoire.

Felip Équy

Arthur Cravan scénario, dessins et couleurs de Lack Manini. *Bamboo*, 2018. 203 pages. (Grand angle). 21,90 euros.

Œuvres : poèmes, articles, lettres par Arthur Cravan. Ivrea, 1987. 283 pages. 27 euros.

COURRIER

Cher Monde Libertaire

Cette carte postale estivale de mon tonneau pour te relater une anecdote « récente » :

Dernièrement, alors que j'étais en train de manger des lentilles, j'ai été dérangé par Aristippe de Cyrène, un ancien condisciple de l'école socratique. Nos routes s'étaient radicalement séparées : lui avait créé sa propre école, exigeait un salaire de ses élèves, prônait l'hédonisme et jouait au courtisan. Moi, tu me connais, j'ai choisi la simplicité. La simplicité par choix, c'est le début de la liberté. Et - à moins de me prouver le contraire - la liberté de pensée, la liberté intérieure et la liberté sociale forment un trio indissociable.

« Nos routes s'étaient radicalement séparées : lui avait créé sa propre école, exigeait un salaire de ses élèves, prônait l'hédonisme et jouait au courtisan. Moi, tu me connais, j'ai choisi la simplicité. La simplicité par choix ... »

Revenons à cette rencontre et au dialogue qui suivit : « Si tu flattais le roi, à mon exemple, tu n'en serais pas à bouffer des lentilles ».

Moi, tu me connais, je lui ai répondu du tac au tac : "Si tu te contentais de lentilles pour ton repas, tu n'aurais pas à lécher les pieds du roi avant de bouffer à sa table et d'entendre les fadaïses de ses courtisans !".

Allez, porte-toi bien et... Attends, un autre truc... comme tu le sais, on a forcé Socrate à se suicider en s'empoisonnant. Bien plus tard, un autre homme a connu la même fin : nommé gouverneur de Chypre par le roi d'Égypte. Quelques années plus tard il livra l'île au roi de Syrie... Après la mort de ce dernier, notre homme perdit de sa superbe et de sa crédibilité. Ses ennemis disant qu'un traître pouvait récidiver, Il finit par se suicider en buvant du poison. Il s'appelait Ptolémée Macron.

Salut, mon ami !

Diogène

ÉVÉNEMENTS

Fête du livre des éditions Noir et Rouge, à Paris

Fête du livre des éditions Noir et Rouge, à Paris

Rien de particulier à première vue : mais il s'agit de livres d'occasion- (à des prix vraiment

bas) choisis afin de faire réfléchir ou bien afin d'acquérir des connaissances pour (mieux) réfléchir.

De trois à quatre mille livres, des BD aux romans, aux essais et aux études historiques et politiques, sans compter les livres d'art, les revues et les brochures narguent les visiteurs.

« Vous devriez avoir honte ! » m'a déclaré un camarade il y a environ 2 ans, « car on a envie d'acheter plein de bouquins et on ne peut pas y arriver ! »

Une bonne trentaine de fouineurs et presque autant d'acheteurs se croisent, échantent ou discutent dans la partie buvette. Et ils repartent (souvent avec des besaces choisis exprès) avec deux ou 25 livres.

Et, bien entendu, il y a les livres de Noir et Rouges, comme les deux derniers :

- *José Peirats La CNT dans la révolution espagnole, tome I*

- *Efim Yartchouk Kronstadt dans la révolution russe (Suivi du dossier de l'insurrection de 1921). [Traduction et présentation d'Alexandre Skirda]*

Tous les deux mois cette fête a lieu 8 impasse Crozatier et la prochaine sera un samedi fin septembre.

Franck Mintz



LIVRES

Ce mois-ci le ML a reçu & le ML a aimé !

- Guy Hocquenghem : Lettre à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary – Troisième réédition ! (1)

Guy Hocquenghem était un pur et... un sauvage. Il le serait sans doute resté s'il n'était pas mort un an plus tard, en 1988, après avoir écrit cette Lettre ouverte, tellement actuelle qu'on ne se lasse pas de la lire ou la relire. Rééditée pour la troisième fois (preuve de son efficacité) au moment où l'on

« commé-mort » un mai 68 vidé de toute sa substance vive. Elle est adressée à ses anciens compagnons de la Gauche Prolétarienne et de La Cause du Peuple, à « Ce monde de petits chefs, mythiques ou pas, rétroactifs ou occultes [qui] secrète son style, son éthique sa sentimentalité aussi. Pas une femme, pas un déviant parmi vous » devenus sous l'ère Mitterrandienne « conseillers ministériels, patrons de choc, directeurs de journaux, convertis du nucléaire, nouveaux guerriers en chambre du socialisme passé plus à droite que la droite. » A tous ces réformistes libéraux, les Patrice Chéreau, Dany « le rouge », Serge July, André Gluksmann, Alain Finkelkraut, Brice Lalonde, BHL, Bernard Kouchner et même à « l'intouchable » Coluche et consorts- Guy leur crie : « Votre apostasie servit d'aiguillon à celle de la gauche officielle. [Vous qui avez] échangé le joint contre la cocaïne, les cheveux longs contre le cigare, le scooter contre la Porsche et le jeans contre le costard trois-pièces. » A ces « lionceaux adolescents » qui « connaissent l'effet de certain cérémonial de soumission pour désarmer l'agressivité des

vieux mâles irrités, faisant pipi sur le dos ou léchant les pieds des adultes de la politique, de Mitterrand, Reagan ou Aron. » Serge July « passé de Mao au

statut de Maître des forges », Roland Castro et son « concubin » Régis Debray « maîtres des renégats », Jack Lang « L'Amanda Lear de la culture portant un col mao revu et corrigé par Thierry Mugler » et sa flopée d'artistes ou prétendus tels, parmi lesquels Patrice Chéreau, Jérôme Savary, Alain Crombecque tous récompensés pour bons et loyaux services, sans même épargner au passage

« Saint Coluche, ancien anarchiste ayant viré au tricolore s'empiffrant de caviar et langouste avec Fabius et Mitterrand. » Lettre ouverte se termine sur une virulente diatribe lancée aux « nouveaux va-t'en guerre mangeurs de pacifistes », les Glucksmann, BHL ou Kouchner : « Vieillards, braqués contre la permanente menace d'insurrection de la jeunesse et vous avez promu la vieillesse comme valeur et modèle. » En postface, cette nouvelle édition publie un recueil des articles de journaux de droite comme de gauche, plus outrés les uns que les autres par cette mise au point courageuse, ainsi que la retranscription d'une émission de Bernard Pivot dans laquelle Hocquenghem est mis au pilori par Bernard Tapie, Pascal Bruckner et Laurent Dispot. Si vous ne l'avez encore jamais lue, jetez-vous sans aucune modération sur cette délicieuse Lettre ouverte de Guy qui n'a pas vieilli...

-Justhom : Le fanatisme incurable des religions (3)

Suite à l'assassinat du curé Jacques Hamel, après l'attentat du Bataclan et la tuerie de Nice par des membres de Daech, M. Rouart, académicien se lance dans un long article qui paraît dans Paris Match le 6 août 2016. Le papier de « ce grand bourgeois et accessoirement humaniste à ses heures » a le don de fortement taper sur les nerfs très athées de Justhom, l'auteur du Fanatisme incurable des religions. Extrait, à l'origine de son courroux : « Daech a voulu toucher la clé de voûte de l'édi-



frçais. Car le fait de s'attaquer au Père Jacques Hamel [...] dans son église de Saint-Etienne-du-Rouvray, avait une portée hautement symbolique. C'était déjà le cas lors de la tuerie de Nice, commise le 14 juillet, cette fois, ce n'est plus seulement l'horreur du massacre sans pitié qui a uni les Français, c'est la mise en cause, à travers celui qu'il faut bien appeler un martyr, de ce qui tisse en profondeur leur vie commune, l'origine de la civilisation et de ses valeurs dans lesquelles ils baignent et qui les a nourri culturellement et spirituellement [...] Car la France, contrairement à ceux qui vou-

draient seulement la faire dater de la République et des Lumières a un passé de liberté et de tolérance, beaucoup plus ancien, quelle doit à la fonction hautement civilisatrice du christianisme, qui a placé la personne humaine et l'amour du prochain au cœur de ses valeurs [...] depuis Clovis et face aux barbares, elle a incarné la civilisation »... A ces mots moralistes mais surtout mensongers, Justhom sursaute et répond à l'académicien et à toute la prêtraille qu'il représente « qu'ils ne sont que des faussaires. » Justhom sort ses arguments un à un, du massacre de la Saint-Bartélémy, à l'extermination des

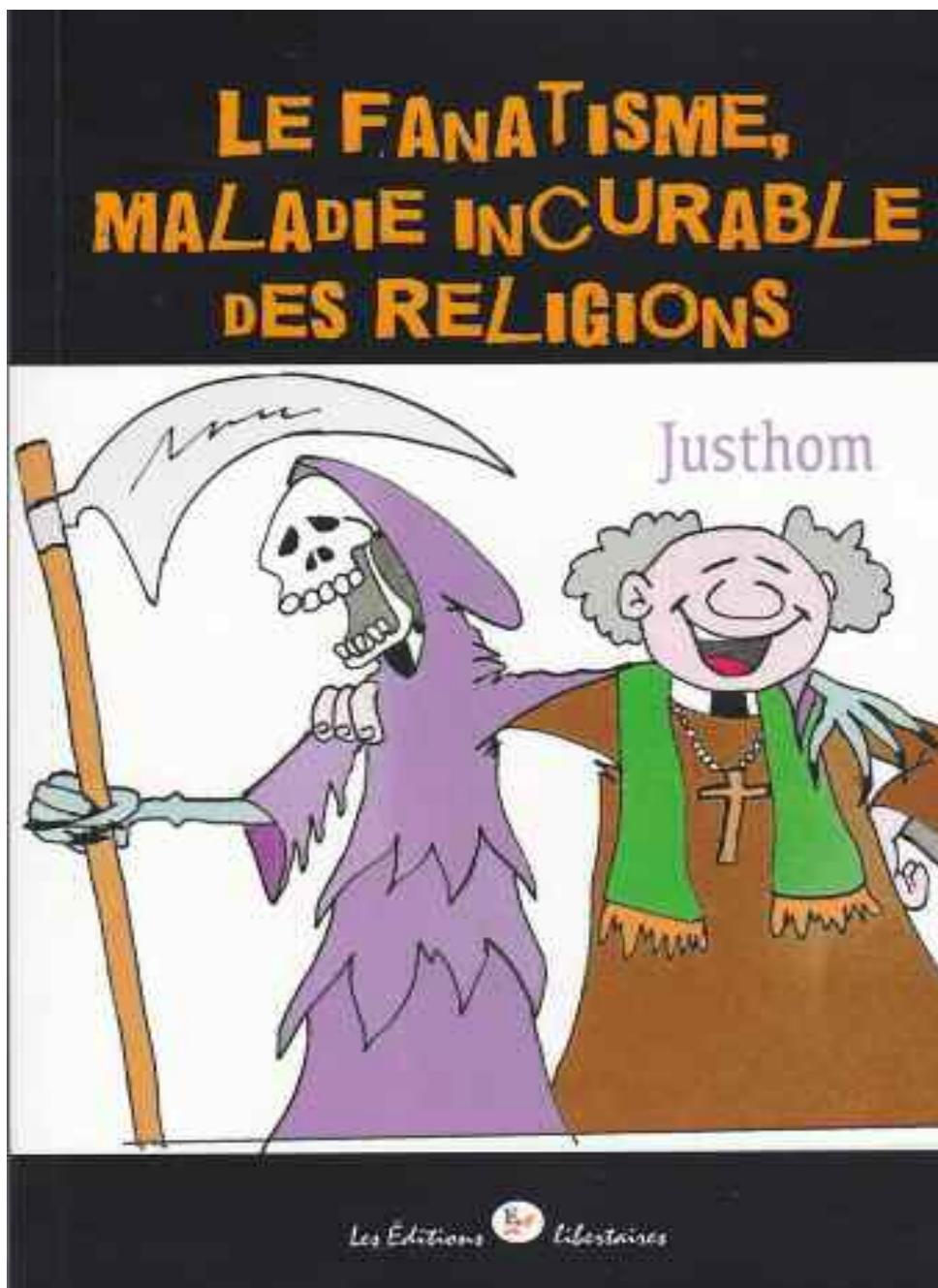
Indiens d'Amérique remplacés dans les colonies par la traite des Noirs. Et Justhom quand il s'emballe ne se calme pas si facilement, il poursuit avec les épisodes de l'Inquisition, les pogroms en Europe, l'établissement des ghettos, les convergences des curetons avec les dictateurs entre les deux guerres modernes, la pédophilie, plus récemment les manif's pour tous et plus largement, la présence des calottes, des kippas, des barbus ou des clochettes de Krishna dans tous les espaces publics. Le fanatisme incurable des religions, un petit ouvrage bien documenté à toujours avoir dans sa poche pour le brandir en cas d'urgence contre les bibles, les to-rachs et corans exhibées par les Boutin et consorts !...

-Panit Istrati : Méditerranée (4) et Les Arts et l'Humanité d'aujourd'hui (5)

Méditerranée est composée de deux ultimes textes d'un Panaït Istrati au talent littéraire trop tardivement reconnu : Coucher et Lever de soleil. Ils retracent le parcours initiatique du héros du

livre, Adrien Zograffi, inspiré de la propre jeunesse d'Istrati parti de sa Roumanie natale en 1906 encore plein d'illusions, pour retrouver son ancien compagnon de route et de misère, Michaïl. Sur le bateau conduisant le jeune homme en Egypte via Constantinople et Athènes, il fait la connaissance du Juif Moussa qui s'est embarqué lui, pour retrouver sa fille Sarah livrée aux aléas d'une vie aventureuse et partie chercher la fortune au Caire, mais tombée en fait dans les filets de la prostitution, pratique courante et tolérée à l'époque -car souvent, seul moyen de survie pour les populations pauvres, machistes et laissées sur le côté par les riches dirigeants de ces pays, par les touristes et les colons. Adrien et Moussa essaieront de sortir la belle Sarah des griffes des maquereaux et de survivre leur périple en acceptant toutes sortes de petits métiers et de petites

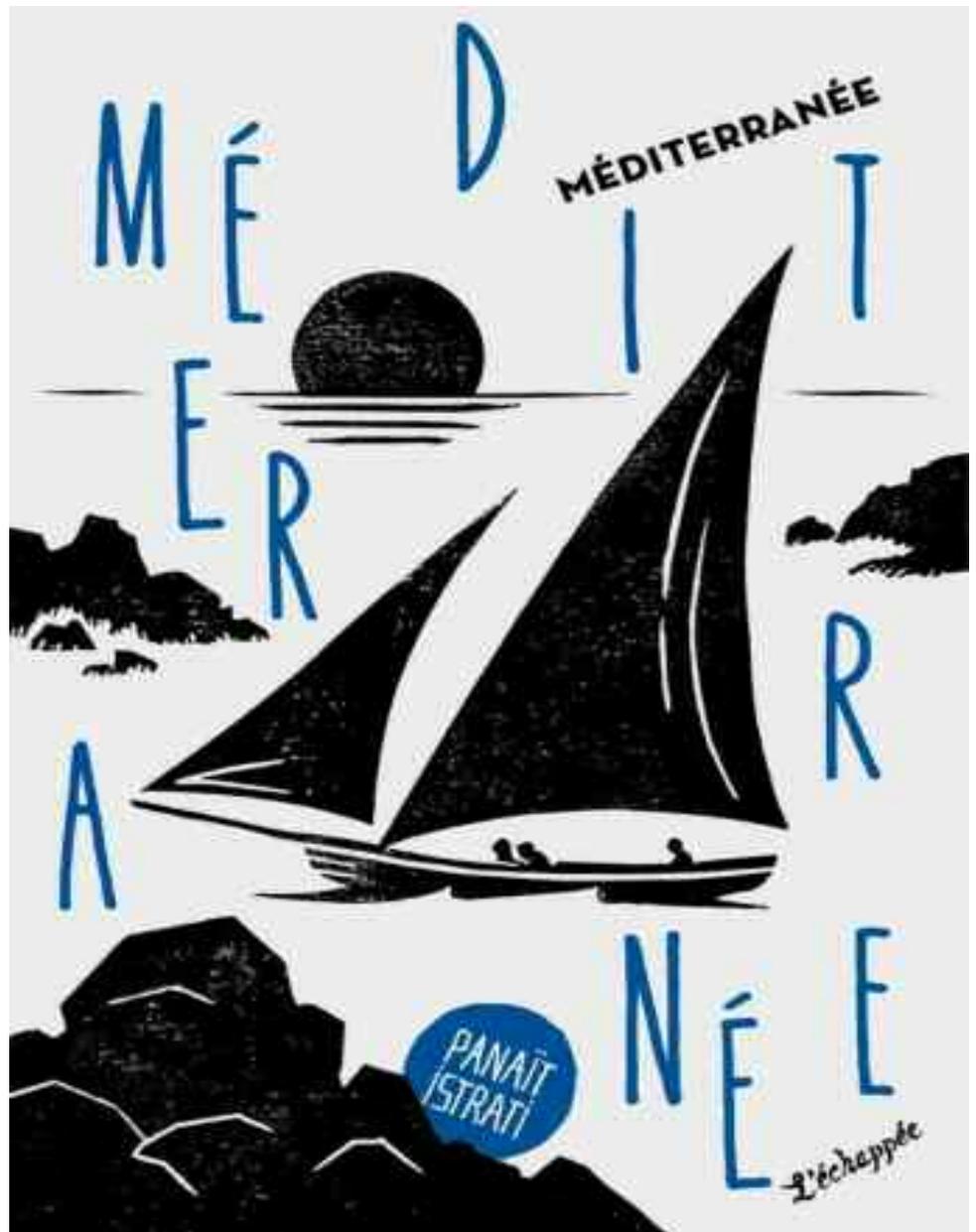
misères. Si leurs espoirs sont vite déçus, ils ne tarissent pas d'amour pour cet Orient mythique disparu, languissant autour d'une Méditerranée en-



chanteresse et lascive et qui par ses couleurs, ses odeurs et ses saveurs, de la Turquie à la Syrie en passant par l’Égypte et le Liban, a su séduire autant les plus colonialistes et l’impétueux Pierre Loti que le beaucoup plus anarchiste Panaït Istrati. Ce voyage initiatique est nourri de réflexions philosophiques et politiques sur la liberté et l’amour des hommes « Je suis heureux d’être libre, en mangeant tous les jours si possible, et même en ne mangeant pas si cela me chante, si parfois la liberté m’est plus nécessaire que le pain. Je maudirais une société socialiste qui m’empêcherait de vivre à ma fantaisie. » Le petit livre édité conjointement par L’Échappée, Les Arts et l’humanité d’aujourd’hui de Panaït Istrati commence ainsi : « L’idée de l’art pour l’art, ou l’art pour rien, n’est jamais entrée dans mon esprit. Je n’arrive pas à comprendre comment on peut goûter, admirer, exalter une beauté artistique, et rester en même temps un homme méchant, égoïste. [...] Il me semble inconcevable qu’un être humain puisse cultiver le cœur, l’esprit, sans qu’il devienne sensible -s’il ne l’est pas de naissance- aux multiples misères et injustices qui ravagent l’humanité » ... Ce manifeste, comme nous l’explique Jacques Beaujard (5) dans sa postface, a été écrit en 1932 tandis qu’à son retour d’URSS, Istrati était vilipendé unanimement par la presse de gauche pour avoir dit le premier la vérité sur la mainmise autoritaire du pouvoir sur le peuple soviétique. Pour autant, quelques années après, une organisation socialiste allemande l’invite pour faire une tournée de conférences sur le rôle de

l’écrivain et de l’artiste dans les principales villes d’Autriche et d’Allemagne, pays des pacifistes Thomas Mann et Stefan Zweig, à l’aube de la prise du pouvoir par un certain Hitler... Istrati écrit pour l’occasion une véritable profession de foi tirée de son expérience d’écrivain-vagabond.

Visionnaire, sa conférence remporte un triomphe partout où elle passe. Il s’agit en effet d’un texte magnifique sur la vacuité de l’art tourné uniquement dans nos sociétés modernes vers le pro-



fit commercial, avec l’appui de ces « fabriques d’instruction en série qui s’appellent Universités, et qui ont anéanti la culture [...] tandis que les artistes devraient être les premiers appelés à descendre dans la rue pour arracher l’humanité à son triste destin.» Si seulement à l’époque, au lieu de l’applaudir, les auditeurs ravis s’étaient un peu plus bougé les fesses...

Patrick Schindler, groupe Botul de la FA, ancien militant du FHAR (et auteur de Jean Genet, Traces d’ombres et de lumières, éd. Libertaires).

(1) Guy Hocquenghem Lettre à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary, éditions Agone, préface de Serge Halimi, réédition 2014, 12 €

(2) Guy Hocquenghem et René Schérer L’Ame atomique, éd. Albin Michel, 1986

(3) Justhom Le fanatisme, maladie incurable des religions, éd. Editions libertaire, 2018, 13€

(4) Panaït Istrati Les Arts & l’Humanité d’aujourd’hui, éd. L’Échappée, 2018, 5€

(5) Jacques Baujard, auteur de Panaït Istrati, L’Amitié vagabondé (éd. Transboréal 2015) et libraire à la librairie Quilombo (Paris 11ème).

Disponibles à la Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Groupes & liaisons

01 AIN. Liaison Bourg-en Bresse
 bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org
 02 AISNE.. Athénée Libertaire Le Loup
 Noir & Bibliothèque Sociale. 8, rue Fouque-
 rolles
 02000 Merlieux. Permanence : 1er, 3ème et
 5ème jeudi du mois de 18h à 21h
 Athénée Libertaire L'Etoile Noire & Biblio-
 thèque Sociale. 5, rue Saint-Jean. 02000
 Laon. Permanences : tous les lundis de 15h
 à 19h et tous les premiers samedis du mois
 de 16h à 20h. Groupe Kropotkine. kropot-
 kine02@riseup.net
<http://kropotkine.cybertaria.org/> 8 rue Fou-
 querolles. 02000 Merlieux. 03 23 80 17 09
 04 ALPES DE HAUTE PROVENCE. Liai-
 son Metchnikoff. metchnikoff@federation-
 anarchiste.org
 06 ALPES MARITIMES. Liaison de Nice
 nice@federation-anarchiste.org
 07 ARDECHE. Groupe d'Aubenas.fa-
 groupe-daubenas@federation-anarchiste.org
<http://www.aubanar.lautre.net/>
 12 AVEYRON. Liaison Ségala Aveyron
 segala-aveyron@federation-anarchiste.org
 Liaison Sud Aveyron. liaison-sud-
 aveyron@federation-anarchiste.org
 13 BOUCHES DU RHONE. Liaison La
 Ciotat.
 la-ciotat@federation-anarchiste.org.
 Groupe Germinal.. germinal@federation-
 anarchiste.org .
<https://www.facebook.com/Groupe-Germinal-F%C3%A9d%C3%A9ration-Anarchiste-1510483519257882/>
<https://twitter.com/GroupeGerminal>
 14 CALVADOS. Groupe Sanguin de Caen
 groupesanguinfa14@laposte.net.
[http://sous-la-cendre.info/groupe-sanguin-
 de-la-federation-anarchiste](http://sous-la-cendre.info/groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste)
 17 CHARENTE MARITIME. Groupe
 Nous Autres. nous-autres@federation-anar-
 chiste.org
 35 allé de l'angle chaucre 17190 St Georges
 d'oléron
 22 COTES D'ARMOR. Liaison Jean Sou-
 venance. souvenance@no-log.org
 23 CREUSE. Liaison Granite. liaison-gra-
 nite@federation-anarchiste.org
<http://anarsdugranite23.eklablog.com/>
 24 DORDOGNE. Groupe Emma Goldman
 – Périgueux. perigueux@federation-anar-
 chiste.org
<http://fa-perigueux.blogspot.fr/>
 25 DOUBS. Groupe Proudhon.. groupe-

proudhon@federation-anarchiste.org
<http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com/>
[https://www.facebook.com/Groupe-Prou-
 dhon-F%C3%A9d%C3%A9ration-Anar-
 chiste-Besan%C3%A7on-13159720451295
 04/](https://www.facebook.com/Groupe-Proudhon-F%C3%A9d%C3%A9ration-Anarchiste-Besan%C3%A7on-1315972045129504/)
 c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
 Permanences à la librairie L'Autodidacte 5
 rue Marulaz 25 000 Besançon, les mercre-
 dis de 16h à 19h et les samedis de 15h à
 19h <http://www.lautodidacte.org>
 Groupe anarchiste solidaire
 groupe-anarchiste-solidaire@federation-
 anarchiste.org
[https://www.facebook.com/GroupeAnar-
 chisteSolidaire/](https://www.facebook.com/GroupeAnarchisteSolidaire/)
 c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
 Liaison Nord-Doubs
 liaison-nord-doubs@federation-
 anarchiste.org
 26 DROME. Groupe la rue râle
 la-rue-rale@federation-anarchiste.org
<http://laruerale.wordpress.com/>
 Nous participons à des paniers de produc-
 teurs, à une université populaire et une épice-
 rie coopérative. Et nous sommes présent-e-s
 sur les luttes sociales.
 27 EURE. Groupe Bocquemare
 28 EURE ET LOIR. Groupe Le Raffût.
 fa.chartres@gmail.com
 29 FINISTÈRE. Groupe Le Ferment
 leferment@federation-anarchiste.org
 Groupe actif dans le Centre-Bretagne
 (Kreizh Breizh) entre Chateaneuf-du-Faou
 et Cal-lac.
 Groupe de Brest. brest@federation-anar-
 chiste.org
 30 GARD. Groupe Gard-Vaucluse
 groupe-du-gard@federation-anarchiste.org
<http://www.fa-30-84.org/>
 31 HAUTE GARONNE. Groupe de Tou-
 louse
 toulouse@federation-anarchiste.org
 32 GERS. Liaison Anartiste 32
 anartiste32@federation-anarchiste.org
[http://lachayotenoire.jimdo.com/anartiste-
 32/](http://lachayotenoire.jimdo.com/anartiste-32/)
 Cercle d'Études Louise Michel
 cercle-etudes-louise-michel@federation-
 anarchiste.org .
[https://lachayotenoire.jimdo.com/cercle-d-
 %C3%A9tudes-louise-michel/](https://lachayotenoire.jimdo.com/cercle-d-%C3%A9tudes-louise-michel/)
 33 GIRONDE. Cercle Barrué
 cercle-jean-barrue@federation-
 anarchiste.org

<https://cercelelibertairejb33.wordpress.com/>
<https://www.facebook.com/cljb33/>
 c/o Athénée libertaire 7 rue du Muguet 33000
 Bordeaux
 Groupe Nathalie Le Mel. nathalie-le-
 mel@federation-anarchiste.org
 34 HERAULT. Groupe Montpellier-Hé-
 rault
 montpellier@federation-anarchiste.org
 Liaison Frontignan-Sète. frontignan-
 sete@federation-anarchiste.org
 35 ILLE ET VILAINE. Bibliothèque et li-
 brairie « la Commune». 17 rue de Château-
 dun. 35000 RENNES. 02 99 67 92 8
 Groupe La Sociale/Rennes. contact@falaso-
 ciale.org . <http://www.falassociale.org/>
<https://twitter.com/falassociale>
 c/o local la commune, 17 rue de Château-
 dun 35000 rennes.
[https://www.youtube.com/channel/UCyW5z
 OrvhQffujkUyhhyr7g](https://www.youtube.com/channel/UCyW5zOrvhQffujkUyhhyr7g)
 Liaison Vie A/Rennes. liaison-viea@fede-
 ration-anarchiste.org
 Liaison Redon. redon@federation-anar-
 chiste.org
 37 INDRE ET LOIRE. Liaison Libertalia
 libertalia@federation-anarchiste.org
 38 ISERE. Groupe de Grenoble
 fagrenoble@riseup.net. [https://fagrenoble-
 blog.wordpress.com/](https://fagrenoble-blog.wordpress.com/)
 40 LANDES. Groupe Euskal Herria –
 Bayonne
 euskal-herria@federation-anarchiste.org
 42 LOIRE. Groupe Makhno.
 groupe.makhno42@gmail.com
 Bourse du Travail Salle 15 bis Cours Victor
 Hugo 42028 Saint Etienne cedex1
 44 LOIRE ATLANTIQUE. Liaison de
 Saint-Nazaire. saint-nazaire@federation-
 anarchiste.org
 Groupe Déjacque. groupe-dejacque@fede-
 ration-anarchiste.org
<http://fa-nantes.over-blog.com/>
<https://www.facebook.com/jdejacque>
 Chaque premier mardi du mois perma-
 nence au local B17 (17 rue Paul Bellamy
 (tout au fond de la deuxième cour, à
 l'étage) de 18h à 20h, sous forme de table
 de presse.
 45 LOIRET. Groupe Gaston Couté
 groupegastoncoute@gmail.com
 46 LOT. Liaison Lot-Aveyron
 liaison-lot-aveyron@federation-
 anarchiste.org
 Actif dans la région de Figeac (Lot)/Ville-
 franche de Rouergue (Aveyron)/ Decazeville
 (Aveyron) /Mauris (Cantal)
 49 MAINE ET LOIRE. Liaison Angers
 angers@federation-anarchiste.org
 50 MANCHE. Groupe de Cherbourg
 cherbourg@federation-anarchiste.org
[https://www.facebook.com/Groupe-de-
 Cherbourg-de-la-F%C3%A9d%C3%A9ra-
 tion-Anarchiste-1401018539941140/](https://www.facebook.com/Groupe-de-Cherbourg-de-la-F%C3%A9d%C3%A9ration-Anarchiste-1401018539941140/)
 53 MAYENNE. Liaison Mohamed Saïl

mohamed-sail@federation-anarchiste.org
 56 MORBIHAN. Groupe Lochu Ferrer.
 groupe.lochu@riseup.net
<http://anars56.over-blog.org/>
 c/o Maison des associations 31, rue Guil-
 laume Le Bartz 56000 VANNES
 57 MOSELLE. Groupe de Metz
 groupedemetz@federation-anarchiste.org
 Association Culturelle Libertaire BP 16
 57645 Noisseville. Groupe Jacques Turbin –
 Thionville
 jacques-turbin@federation-anarchiste.org
 Liaison Max Stirner
 stirner-sarrebouurg@federation-
 anarchiste.org
 Patrick : 06 07 58 35 45
 59 NORD. Liaison Dunkerque
 dunkerque@federation-anarchiste.org
 60 OISE. Liaison Beauvais
 scalp60@free.fr
 62 PAS DE CALAIS. Liaison Lucy Parsons
 bethune-arras@federation-anarchiste.org
<http://www.noirgazier.lautre.net/>
 63 PUY DE DOME. Groupe Spartacus
 spartacus@federation-anarchiste.org
 66 PYRENEES ORIENTALES. Groupe
 John Cage. john-cage@federation-anar-
 chiste.org
<http://artetanarchie.com/> Édite la revue Art
 et Anarchie
 Groupe Pierre-Ruff
 pierre.ruff-fa66@laposte.net
 67 BAS RHIN. Liaison Bas-Rhin

liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org
 c/o REMON BP 35 67340 Ingwiller
 Groupe de Strasbourg. groupe-
 strasbourg@federation-anarchiste.org
<http://fastrasbg.lautre.net/>
 68 HAUT RHIN. Groupe du Haut Rhin.
 groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org
 Liaison Maria Nikiforova
 maria-nikiforova@federation-anarchiste.org
 Entre Colmar et Mulhouse
 69 RHONE. Groupe Graine d'anar.
 grainedanar@federation-anarchiste.org
<http://grainedanar.org/>
 Groupe Kronstadt. kronstadt@federation-
 anarchiste.org
 Liaison Juste une étincelle noire. etincelle-
 noire@riseup.net
<http://etincelle-noire.blogspot.fr/>
 70 HAUTE SAONE. Liaison Haute-Saone
 haute-saone@federation-anarchiste.org
 71 SAONE ET LOIRE. Groupe LA
 VACHE NOIRE. leperepeinard@no-log.org
 C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
 73 SAVOIE. Groupe de Chambéry
 fa73@no-log.org. www.FA73.lautre.net
[https://www.facebook.com/FederationAnar-
 chisteChambery/](https://www.facebook.com/FederationAnar-chisteChambery/).
 74 HAUTE SAVOIE. Liaison Haute Savoie
 haute-savoie@federation-anarchiste.org
 75 PARIS. Librairie du Monde Libertaire /
 PUBLICO. 145 rue Amelot. 75011 PARIS.
 01 48 05 34 08. Ouverture : du mardi au
 vendredi : 14h00 à 19h30 - le samedi :

10h00 à 19h30
 librairie-publico@wanadoo.fr
[https://www.facebook.com/Librairie-Pu-
 blico-686079881469961/](https://www.facebook.com/Librairie-Pu-blico-686079881469961/). Le programme
 des animations : [https://www.librairie-pu-
 blico.info/](https://www.librairie-pu-blico.info/)
 Bibliothèque La Rue. larue75018@yahoo.fr
<http://bibliotheque-larue.over-blog.com/>
 Bibliothèque libertaire La Rue 10 rue Plan-
 quette 75018 Paris. Permanence tous les sa-
 medi de 15h00 à 18h00
 Liaison William Morris. [william-morris@fe-
 deration-anarchiste.org](mailto:william-morris@fe-deration-anarchiste.org)
[https://www.facebook.com/Groupe-anar-
 chiste-William-Morris-163104360956219/](https://www.facebook.com/Groupe-anar-chiste-William-Morris-163104360956219/)
 Groupe Anartiste.. anartiste@sfr.fr
 Groupe Artracaille (affinitaire).
artracaille@orange.fr. [http://www.artra-
 caille.fr/](http://www.artra-

 caille.fr/)
 pour l'émission radio :
<http://artracaille.blogspot.com/>
 Groupe Berneri. Tous les mercredis sur
 Radio Libertaire, de 20H30 à 22H30, Emis-
 sion "Ras-les-Murs", actualites prison/ré-
 pression, lutte contre tous les enfermements.
 Groupe Salvador Segui
groupe-segui@federation-anarchiste.org
<https://salvador-segui.org/>
[https://www.facebook.com/SalvadorSe-
 guiFA/](https://www.facebook.com/SalvadorSe-

 guiFA/)
 Groupe Botul
botul@federation-anarchiste.org



<http://groupe-botul.eklablog.net/>
 Groupe Orage
groupe.orage@gmail.com
<https://www.facebook.com/GroupeOrage/>
<https://twitter.com/GroupeOrage>
 Groupe Commune de Paris
commune-de-paris@federation-anarchiste.org
 Vente du Monde libertaire les jeudi de 18h à 19h au métro Belleville
 Groupe Louise Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
<http://www.groupe-louise-michel.org/>
 Groupe La Révolte
la-revolte@federation-anarchiste.org
<https://larevoltefa.noblogs.org/>
 Groupe no name.
no-name@federation-anarchiste.org
 Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
 Diffusion et vente du Monde Libertaire tous les dimanches matin de 10h30 à midi Place des Fêtes dans le 19ème
 76 SEINE MARITIME. LIBRAIRIE L'INSOUMISE. 123 rue St Hilaire. 76000
 ROUEN Cedex. <https://insoumise.wordpress.com/>
 Ouverture : Mercredi 16h. à 18h., Samedi 14h. à 18h. Fermeture pendant les vacances scolaires.

Groupe de Rouen.
farouen@no-log.org
 c/o Librairie l'Insoumise 128 rue St Hilaire
 76000 Rouen. Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc
 78 YVELINES. Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org
<http://gaston-leval-fa.org/>
 l'Emission hebdomadaire Trous Noirs sur Radio Libertaire <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>
 - site Monde nouveau <http://monde-nouveau.net/>
 79 DEUX SEVRES. Liaison Bakounine
bakounine@federation-anarchiste.org
<http://sapristi-balthazar.blogspot.fr/>
 80 SOMME. Groupe Alexandre Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org
<http://fa-amiens.org/>
 81 TARN. Groupe les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org
 84 VAUCLUSE. Groupe Gard-Vaucluse.
fa.30.84@gmail.com
<http://www.fa-30-84.org>
 85 VENDEE. Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation-anarchiste.org
 86 VIENNE. Liaison Poitiers
poitiers@federation-anarchiste.org
 87 HAUTE VIENNE. Groupe Armand Beure

armand-beure@federation-anarchiste.org
 92 HAUTS DE SEINE. Liaison Fresnes-Antony
Fresnes-antony@federation-anarchiste.org
 93 SEINE SAINT DENIS. Groupe Henri Poulaille. poulaille@federation-anarchiste.org
<http://poulaille.org/>
 c/o La Dionysité 4 Place Paul Langevin
 93200 - SAINT-DENIS. 94 VAL DE MARNE
 Groupe Elisée Reclus. faivry@no-log.org
<http://fa-ivry.forlogaj.tk/>
 97 GUADELOUPE. Liaison Guadeloupe Caraïbes. liaison-guadeloupe-caraibes@federation-anarchiste.org
 98 NOUVELLE CALEDONIE. Individuel Albert. nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org
 BELGIQUE. Groupe Ici et Maintenant. groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
 SUISSE. Fédération Libertaire des Montagnes (FLM). flm@federation-anarchiste.org
 ANGLETERRE. Liaison Coventry
liaison-coventry@federation-anarchiste.org



« À Exarchia, les enfants de Diogène œuvrent au chantier en cours : démocratie directe, solidarité, gratuité, rire. »

Michèle Victor, l'auteure de "Nous les Enfants de Diogène", a fait cadeau au Monde libertaire d'une reproduction d'un tableau «Eléonore 2007 » . Michèle Victor, écrit, sculpte, peint, colle...

